



Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Financières et Comptabilité

1ère Année tronc Commun LMD

Polycopié de cours du module

Introduction à l'économie

Dr. OUSIDHOUM Souhila

Année universitaire 2025/2026

Sommaire

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Sommaire | 03 |
| Présentation générale du module | 06 |
| Introduction générale | 10 |
| Chapitre 01 : La science économique : Définition, objet d'étude, méthodes et relation avec les autres sciences | 12 |
| Introduction | 12 |
| 1. Etymologie et définition de la science économique | 13 |
| 2. Objet de la science économique | 14 |
| 3. Relation de la science économique avec les autres sciences | 15 |
| 4. Les branches de la science économique | 16 |
| Conclusion | 18 |
| Exercices et auto-évaluation | 19 |
| Chapitre 02 : La problématique économique et l'organisation de l'activité économique | 21 |
| Introduction | 22 |
| 1. Notions de base | 23 |
| 2. Les choix économiques | 25 |
| 3. L'organisation de l'activité économique | 27 |
| Conclusion | 32 |
| Exercices et auto-évaluation | 33 |
| Chapitre 03 : Les fonctions économiques : la production et la consommation | 35 |
| Introduction | 36 |
| 1. La production | 37 |
| 2. La consommation | 40 |
| Conclusion | 44 |
| Exercices et auto-évaluation | 45 |
| Chapitre 04 : Les fonctions économiques : Le revenu et l'investissement | 47 |
| Introduction | 48 |
| 1. Le revenu | 49 |
| 2. L'investissement | 53 |
| Conclusion | 57 |
| Exercices et auto-évaluation | 58 |
| Chapitre 05 : Le marché et la fixation des prix | 60 |
| Introduction | 61 |

Sommaire

| | |
|--|------------|
| 1. Qu'est-ce que le marché | 62 |
| 2. Classifications des marchés | 62 |
| 3. La loi de l'offre et de la demande et le prix d'équilibre | 62 |
| 4. La structure de marché | 64 |
| 5. La concurrence pure et parfaite | 66 |
| Conclusion | 67 |
| Exercices et auto-évaluation | 68 |
| Chapitre 06 : La croissance économique | 70 |
| Introduction | 71 |
| 1. Définition de la croissance économique | 72 |
| 2. Mesure de la croissance économique | 72 |
| 3. Enjeux de la croissance économique | 73 |
| 4. Les différents types de croissance économique | 74 |
| 5. Dates importantes relatives à la croissance économique | 74 |
| 6. Les facteurs de la croissance économique | 76 |
| Conclusion | 78 |
| Exercices et auto-évaluation | 79 |
| Chapitre 07 : Les systèmes économiques | 81 |
| Introduction | 82 |
| 1. Définition d'un système économique | 83 |
| 2. Les différentes fonctions d'un système économique | 83 |
| 3. Les différents types de systèmes économiques | 85 |
| Conclusion | 93 |
| Exercices et auto-évaluation | 94 |
| Conclusion générale | 97 |
| Références bibliographiques | 99 |
| Liste des tableaux, figures | 102 |
| Table des matières | 104 |

Présentation générale du module

I. Objectifs pédagogiques du module

Ce module vise à doter l'étudiant(e) des connaissances fondamentales et des outils analytiques nécessaires pour comprendre les mécanismes essentiels de la discipline étudiée. À l'issue de ce module, l'étudiant(e) sera capable de mobiliser des savoirs théoriques et pratiques afin d'analyser des situations économiques simples et d'en interpréter les résultats de manière rigoureuse.

➤ Objectif général du module

L'objectif général de ce module est de permettre à l'étudiant(e) d'acquérir les notions de base, les concepts clés et les raisonnements fondamentaux nécessaires à la compréhension et à l'analyse des phénomènes liés à l'introduction à l'économie, tout en développant une capacité de réflexion critique et méthodologique.

➤ Objectifs d'apprentissage

À la fin de ce module, l'étudiant(e) sera capable de :

- Définir les concepts fondamentaux de l'économie (agents économiques, marché, prix, système économique, entreprise, État).
- Décrire le rôle des agents économiques et des institutions dans l'organisation de l'activité économique.
- Utiliser les concepts étudiés pour illustrer le fonctionnement réel des marchés et des agents économiques
- Analyser les interactions entre les agents économiques dans différents contextes.
- Distinguer les rôles respectifs du marché et de l'État dans la coordination des activités économiques.
- Mobiliser les connaissances acquises pour formuler une analyse économique cohérente.
- Structurer un raisonnement économique clair et argumenté.

II. Importance du module dans la formation

Le module Introduction à l'économie est essentiel car il permet à l'étudiant(e) de comprendre les bases de l'économie et le fonctionnement des marchés. Il introduit les concepts clés comme les besoins, la production, la consommation et les échanges, ainsi que les mécanismes simples qui régissent la vie économique.

Ce module aide aussi à développer le raisonnement économique et à analyser des situations concrètes, ce qui facilite la compréhension des autres modules comme la microéconomie, la macroéconomie ou l'économie de l'entreprise. Il constitue donc une base indispensable pour réussir dans le reste de la formation.

III. Méthodes pédagogiques utilisées

Le module Introduction à l'économie est constitué de cours et de travaux dirigés (TD).

❖ **Cours magistral** : Les notions théoriques sont présentées de manière structurée. Le support du cours est disponible sur la plateforme d'enseignement à distance (e-learning) de l'université, ce qui permet à chaque étudiant(e) de le consulter à tout moment pour réviser ou approfondir les concepts.

❖ **Travaux dirigés (TD)** : Chaque séance de TD est organisée autour d'exposés oraux, présentés par un groupe d'étudiant(e)s pendant environ 30 minutes. Les autres étudiants, qui n'exposent pas, préparent une fiche de lecture sur le thème de l'exposé de leurs camarades afin d'alimenter le débat. La séance se poursuit ensuite par un débat et des échanges entre tous les étudiants pour analyser et approfondir le sujet présenté.

IV. Mode d'évaluation

L'évaluation du module Introduction à l'économie repose sur deux notes : une note de travaux dirigés (TD) et une évaluation sommative en fin de semestre.

❖ **Évaluation des travaux dirigés (40 % de la note finale) :**

L'évaluation en TD est continue. Elle prend en compte :

- L'exposé oral présenté par les étudiants,
- Une interrogation écrite ou orale, l'assiduité et la participation aux séances, notamment à travers les débats et les fiches de lecture.

❖ **Évaluation sommative (60 % de la note finale) :**

Elle se fait sous la forme d'un examen sur table organisé à la fin du semestre. Cet examen vise à évaluer la compréhension des concepts fondamentaux du module ainsi que la capacité de l'étudiant(e) à les expliquer et à les mobiliser.

Introduction générale

L'économie occupe une place centrale dans l'analyse du fonctionnement des sociétés contemporaines, car elle étudie la manière dont les individus et les organisations prennent des décisions face à la rareté des ressources et à la multiplicité des besoins. Elle s'intéresse à la production des biens et services, à leur répartition entre les agents économiques, ainsi qu'aux mécanismes d'échange qui permettent la coordination des activités économiques au sein d'une société.

Ce cours a pour objectif d'apporter aux étudiants une compréhension progressive et structurée des fondements de l'analyse économique. Il aborde les notions essentielles relatives aux agents économiques, aux mécanismes de marché, à la formation des prix, ainsi qu'aux différents systèmes économiques qui organisent l'activité économique.

À travers l'enchaînement des chapitres, le cours met en évidence les relations entre les différents acteurs économiques — ménages, entreprises et État — et montre comment leurs décisions sont coordonnées par des mécanismes variés, tels que le marché, la planification ou l'intervention publique. Cette approche permet de saisir la diversité des modes d'organisation économique et d'en comprendre les logiques de fonctionnement.

L'ambition de ce cours est ainsi de fournir aux étudiants les outils conceptuels nécessaires à l'analyse des phénomènes économiques, de développer leur esprit critique et de les préparer à appréhender les réalités économiques actuelles, tant au niveau microéconomique qu'au niveau macroéconomique.

Chapitre 01

Introduction

L'économie fait partie de notre vie quotidienne. Chaque jour, nous faisons des choix : acheter un produit, dépenser ou épargner de l'argent, chercher un emploi ou créer une entreprise. Les entreprises et l'État prennent aussi des décisions économiques : produire, investir, fixer des prix, aider certains secteurs, etc. Toutes ces décisions influencent la société dans son ensemble. La science économique cherche justement à comprendre ces choix, leurs causes et leurs conséquences. Elle s'intéresse à la manière dont les individus, les entreprises et les gouvernements utilisent des ressources limitées (comme le temps, l'argent ou les matières premières) pour satisfaire des besoins illimités. C'est pourquoi on dit souvent que l'économie est la science des choix face à la rareté.

Pour étudier ces phénomènes, l'économie utilise des méthodes de recherche semblables à celles des autres sciences : observer les faits, formuler des hypothèses, comparer les résultats, et parfois construire des modèles pour mieux comprendre ou prévoir les comportements économiques.

Mais l'économie ne se limite pas aux chiffres. Elle est aussi une science humaine et sociale, car les décisions économiques dépendent de nombreux facteurs sociaux et politiques. C'est pourquoi elle entretient des liens étroits avec la sociologie, qui aide à comprendre les comportements des individus dans la société (valeurs, culture, modes de vie), et avec la science politique, qui s'intéresse aux décisions et aux politiques publiques influençant l'économie (impôts, emploi, dépenses de l'État, etc.).

Dans ce premier chapitre, nous allons donc découvrir ce qu'est la science économique, quel est son objet d'étude, quelles méthodes elle utilise et quelles relations elle entretient avec les autres disciplines, notamment les mathématiques, la sociologie et la science politique.

1. Etymologie et définition de la science économique

Avant de définir ce qu'est la science économique, il est intéressant de comprendre d'où vient ce terme. En effet, connaître son origine étymologique permet de mieux saisir le sens de la discipline et ce qu'elle étudie réellement.

1.1. Etymologie

Le mot économie vient du grec ancien *oikonomia*, qui signifie « gestion de la maison ». Il est formé de deux mots : *oikos* (maison) et *nomos* (règle, administration)¹.

Au départ, ce terme désignait l'art de bien gérer les ressources d'une maison. Par la suite, son sens s'est élargi pour désigner la gestion des ressources d'un pays ou d'une société.

L'économie s'intéresse à la manière dont les hommes produisent, répartissent, échangent et consomment les biens et les services.

Comme les ressources disponibles sont limitées, alors que les besoins humains sont nombreux et souvent illimités, il faut apprendre à utiliser efficacement ces ressources : obtenir le maximum de résultats avec le minimum de moyens.

Le mot économie peut donc désigner deux choses :

Les activités économiques, comme la production, la consommation, l'échange, l'épargne et l'investissement.

L'étude de ces activités, c'est-à-dire la réflexion sur la meilleure façon de gérer les ressources rares.

1.2. Définition de la science économique

L'économie est une science sociale car elle s'intéresse aux comportements des individus et des sociétés face aux ressources et aux besoins. Elle analyse comment les hommes produisent et utilisent les richesses, comment ils réalisent des échanges pour obtenir ce qu'ils désirent, et comment la rareté des ressources les oblige à faire des choix².

1.2.1. L'économie, science des richesses

¹ https://www.editionslep.ch/media/complement/935594/Monde_co2024_Chap_1.pdf, consulté le 18 02 2026 à 10h43

² Chkoundali, R. (2006). Cours : Introduction à l'économie [PDF]. Université de Tunis / Institut Supérieur de Gestion de Tunis. Retrieved from <https://iast.univ-setif.dz/Old-Websites/documents/Cours/IntroductionALEconomieL2GAT21.pdf>

L'économie est souvent appelée "science de la richesse" parce qu'elle étudie comment les biens et services sont produits, distribués et consommés, ce qui permet de créer de la richesse. Cette idée remonte à Adam Smith, considéré comme le père de l'économie moderne, qui dans *La richesse des nations* (1776) s'intéressait aux moyens par lesquels les sociétés peuvent générer et accroître leur richesse.

L'économie s'intéresse donc à la production, à la distribution et à l'utilisation des ressources pour créer des biens et services. Elle examine aussi comment la richesse est partagée entre les différents acteurs économiques, ce qui influence le bien-être des populations. Son objectif n'est pas seulement de produire de la richesse, mais aussi d'améliorer la qualité de vie dans la société.

1.2.2. L'économie, science de l'échange

L'économie ne se limite pas aux biens matériels. Elle étudie également les échanges, c'est-à-dire la manière dont un individu donne quelque chose à un autre pour recevoir en retour ce qu'il souhaite. Ces échanges permettent de comprendre comment se forment les prix sur les marchés.

Cependant, tout ne se mesure pas par un prix. À côté des biens vendus sur les marchés, il existe aussi des services essentiels qui ne sont pas forcément marchands, comme la santé, l'éducation ou les infrastructures.

1.2.3. L'économie, science de la rareté et des choix

L'échange permet de relier la production de richesses à la satisfaction des besoins. Mais nos besoins sont illimités, alors que les ressources disponibles sont limitées : c'est le problème de la rareté.

La rareté oblige chacun à faire des choix. Les ménages choisissent ce qu'ils consomment en fonction de leur revenu. Les entreprises décident de leurs investissements selon leurs moyens financiers. L'État, lui, doit arbitrer entre différentes priorités, par exemple entre la construction d'armes pour la défense ou d'hôpitaux pour les citoyens.

2. Objet de la science économique

L'économie étudie comment une société utilise des ressources limitées pour satisfaire des besoins multiples. Pour cela, elle doit répondre à trois questions fondamentales (d'après Paul A. Samuelson) :

Quoi produire ?

Quels biens et services doivent être fabriqués, et en quelles quantités ? Par exemple, combien de vêtements, de logements ou d'écoles construire ?

Comment produire ?

Quelles méthodes ou techniques utiliser pour produire ces biens et services ? Par exemple, dans une usine, vaut-il mieux automatiser certaines étapes de fabrication ou les faire manuellement ?

Pour qui produire ?

Comment la richesse créée est-elle répartie entre les individus ?

La répartition primaire dépend de la contribution des facteurs de production (salaires, profits, loyers...).

La répartition secondaire correspond aux redistributions effectuées par l'État (impôts, aides, services publics...)³

3. Relation de la science économique avec les autres sciences

3.1. Relation de l'économie avec la sociologie

L'économie et la sociologie sont des disciplines complémentaires. L'économie analyse les décisions des individus et des entreprises pour produire, distribuer et consommer des ressources, en se concentrant sur l'efficacité et l'optimisation. La sociologie, elle, étudie les interactions sociales, les institutions et les normes qui influencent ces décisions.

Par exemple, un consommateur peut acheter un smartphone en fonction de son prix et de ses caractéristiques. L'économie explique ce choix comme une décision rationnelle visant à maximiser son utilité. La sociologie montre que ce choix est aussi influencé par les valeurs sociales et les normes du groupe : un individu peut acheter le dernier modèle pour être accepté par ses amis, même si ce n'est pas économiquement optimal.

Ainsi, combiner l'économie et la sociologie permet de mieux comprendre que les décisions économiques sont aussi façonnées par des facteurs sociaux et culturels.

3.2. Relation de l'économie avec les sciences exactes

L'économie est également liée aux mathématiques et aux statistiques, indispensables pour analyser les phénomènes économiques. Les modèles mathématiques permettent de décrire des

³ Samuelson, P. A., & Nordhaus, W. D. (2000). *Économie* (16^e éd., trad. fr.). Paris, France : Economica.

comportements comme l'offre et la demande, et d'aider à la prise de décision. Les statistiques permettent de tester les modèles sur des données réelles.

L'économétrie combine ces deux disciplines pour quantifier les relations entre variables économiques. Par exemple, elle permet de mesurer comment le revenu ou le prix influence la consommation ou l'investissement.

3.3. Relation de la science économique avec la science politique

La relation entre la science économique et la science politique apparaît comme à la fois étroite et limitée, car elle repose sur une complémentarité multidimensionnelle. La science économique éclaire la science politique en analysant les mécanismes de marché, la distribution des ressources et les effets des politiques publiques, offrant ainsi des modèles et des prédictions utiles aux choix politiques. Toutefois, cette contribution ne suffit pas à saisir la complexité propre aux phénomènes politiques. En effet, la science politique se concentre sur l'étude du pouvoir, des institutions et des processus démocratiques, des éléments qui ne peuvent être entièrement expliqués par les modèles économiques. Ainsi, même si les échanges entre les deux disciplines enrichissent la compréhension des politiques publiques et des enjeux de gouvernance, la transposition directe des outils économiques dans l'analyse politique s'est révélée souvent décevante, car elle n'aboutit pas toujours à des prédictions solides ni à une interprétation complète des dynamiques politiques. La relation entre les deux sciences demeure donc complémentaire, mais marquée par les spécificités et les limites propres à chacune⁴.

4. Les branches de la science économique

Afin d'analyser les phénomènes économiques de manière rigoureuse, la science économique distingue deux niveaux d'étude complémentaires. Cette structuration permet d'aborder les réalités économiques soit à partir des comportements individuels, soit à partir des grandeurs globales qui caractérisent l'ensemble de l'économie⁵.

Les développements qui suivent présentent successivement ces deux branches fondamentales.

4.1. La microéconomie

La microéconomie est la branche de l'économie qui analyse le comportement des agents économiques pris individuellement, principalement les consommateurs et les producteurs, dans

⁴ Malinvaud, E. (2001). Les échanges entre science économique et autres sciences sociales. *L'Économie politique*, 2001(3), 7–33. Éditions Alternatives économiques. <https://doi.org/10.3917/leco.011.0007>, p.16,17.

⁵ Gentil, C. (2015). *Économie approfondie en 15 thèmes : Microéconomie – macroéconomie*. Éditions Ellipses.

le cadre des marchés. Elle s'intéresse aux décisions relatives à la consommation, à la production et à l'allocation des ressources rares.

Son analyse repose sur certaines hypothèses structurantes. Les agents économiques sont supposés rationnels : ils hiérarchisent leurs préférences, cherchent à maximiser leur satisfaction ou leur profit, et utilisent leurs ressources limitées de manière optimale. Dans sa forme théorique la plus aboutie, la microéconomie mobilise également le modèle de la concurrence parfaite, caractérisé par l'atomicité du marché (grand nombre d'offreurs et de demandeurs), la libre entrée et sortie des firmes, l'homogénéité des produits, la mobilité des facteurs de production et la transparence de l'information.

L'un des objectifs centraux de la microéconomie est d'expliquer la formation des prix et les conditions d'équilibre entre l'offre et la demande. Elle étudie aussi les réactions des agents face aux variations de prix, aux situations d'information imparfaite ou aux externalités. Sur le plan normatif, elle montre que, sous certaines conditions, le mécanisme du marché peut conduire à une allocation efficace des ressources.

La microéconomie met également en évidence la notion de coût d'opportunité, qui traduit le renoncement lié à la rareté des ressources. Elle permet ainsi d'analyser les mécanismes de répartition des richesses et d'évaluer dans quelle mesure le fonctionnement des marchés peut réduire ou accentuer les inégalités.

4.2. La macroéconomie

La macroéconomie adopte une perspective globale. Elle étudie l'économie dans son ensemble à travers des grandeurs agrégées représentatives de l'activité économique, telles que le Produit Intérieur Brut (PIB), le revenu national, le taux d'épargne, l'investissement, l'inflation ou encore le chômage.

Son objectif est de comprendre les phénomènes d'ensemble qui affectent l'économie, comme la croissance économique, les cycles conjoncturels, la stabilité monétaire et financière ou l'équilibre des échanges extérieurs. Pour cela, elle s'appuie sur des modèles analytiques et des outils statistiques permettant d'examiner les interactions entre les différents agrégats et d'évaluer les effets des politiques économiques.

La macroéconomie ne se réduit pas à une simple addition de comportements individuels. Elle analyse la manière dont ces comportements, une fois agrégés et coordonnés à l'échelle nationale ou internationale, produisent des effets collectifs parfois différents des intentions individuelles.

L'identification des déséquilibres macroéconomiques — inflation excessive, chômage élevé, déficits extérieurs — ainsi que l'étude des instruments permettant de les corriger, notamment les politiques budgétaires et monétaires, constituent un axe central de cette discipline.

Elle fournit ainsi un cadre d'analyse indispensable à la mise en œuvre de stratégies visant la stabilité économique, le plein emploi et une croissance soutenable.

Conclusion

Au terme de ce chapitre, il apparaît que la science économique est une discipline essentielle pour comprendre les réalités économiques et sociales. Elle étudie la manière dont les sociétés organisent la production, l'échange et la répartition des richesses dans un contexte marqué par la rareté des ressources et la multiplicité des besoins. En mettant l'accent sur les choix et les arbitrages effectués par les différents agents économiques, l'économie permet d'analyser les mécanismes fondamentaux qui structurent l'activité économique.

L'étude de l'objet de la science économique a montré que celle-ci cherche à répondre à des questions fondamentales telles que quoi produire, comment produire et pour qui produire. Pour y parvenir, elle mobilise des méthodes variées, allant de l'observation des faits économiques à la modélisation mathématique et à l'analyse statistique. Ces outils permettent de mieux comprendre les comportements économiques et d'évaluer les effets des décisions individuelles et collectives.

Enfin, la science économique ne peut être envisagée de manière isolée. Ses relations avec la sociologie, les sciences exactes et la science politique soulignent son caractère interdisciplinaire et la nécessité d'une approche globale pour analyser les phénomènes économiques. Cette complémentarité enrichit l'analyse économique et prépare l'étudiant à appréhender les chapitres suivants, qui approfondiront les mécanismes économiques à différentes échelles.

Exercices et auto-évaluation

I. QCM (Choix multiples)

Question 1 : L'économie est définie comme :

- A. La science qui étudie uniquement la production de richesses.
- B. La science des choix face à la rareté et des comportements humains en matière de ressources.
- C. La science qui s'intéresse uniquement aux chiffres et statistiques.
- D. Une discipline qui ne s'intéresse pas aux décisions de l'État.

Question 2 : Le terme « économie » vient du grec ancien oikonomia, qui signifie :

- A. Gestion de la société
- B. Gestion de la richesse
- C. Gestion de la maison
- D. Administration des marchés

Question 3 : Parmi les fonctions suivantes, laquelle illustre le rôle de l'économie comme science des échanges ?

- A. La production de biens et services
- B. L'étude des prix sur les marchés
- C. La répartition des salaires
- D. L'utilisation des ressources rares

Question 4 : La microéconomie s'intéresse principalement à :

- A. L'ensemble de l'économie et aux grandeurs agrégées comme le PIB
- B. Le comportement individuel des consommateurs et des producteurs sur les marchés
- C. La politique budgétaire et monétaire d'un pays
- D. La stabilité monétaire et financière

Question 5 : La macroéconomie étudie :

- A. Les décisions de chaque ménage individuellement
- B. Les phénomènes économiques globaux, tels que la croissance, l'inflation et le chômage
- C. Uniquement la distribution des richesses
- D. Les choix des entreprises concernant leur production

Question 6 : La relation de l'économie avec la sociologie permet de :

- A. Comprendre les prix sur les marchés
- B. Analyser l'effet des valeurs et normes sociales sur les choix économiques

C. Remplacer les modèles économiques par des observations sociales

II. Questions d'analyse et réflexion

1. Expliquez en quoi l'économie peut être considérée comme une science sociale et non seulement une science des chiffres.
2. Donnez un exemple concret de choix économique que doit faire un ménage et expliquez les facteurs qui influencent ce choix.
3. Comparez les approches de la microéconomie et de la macroéconomie : quelles sont leurs différences en termes d'objectifs et d'échelles d'analyse ?
4. Analysez l'importance de la relation entre économie et science politique dans la prise de décision publique. Donnez un exemple.
5. Pourquoi la connaissance de l'étymologie du mot « économie » (oïkonomia) aide-t-elle à mieux comprendre l'objet de la science économique ?

Chapitre 01

Introduction

Toute activité économique prend naissance dans l'existence de besoins et dans la nécessité de faire des choix pour y répondre. En effet, les individus et les sociétés sont confrontés à un problème fondamental : satisfaire des besoins multiples et évolutifs à l'aide de ressources limitées. Cette situation, appelée problématique économique, constitue le point de départ de toute réflexion en science économique.

L'analyse économique s'appuie donc sur des notions de base telles que le besoin, le bien et la rareté, qui permettent de comprendre pourquoi les agents économiques sont amenés à opérer des arbitrages. Ces choix concernent aussi bien les consommateurs, qui cherchent à maximiser leur satisfaction, que les producteurs, qui visent l'efficacité et la rentabilité dans l'utilisation des ressources disponibles.

Par ailleurs, pour répondre à ces besoins et organiser les choix économiques, la société met en place une organisation spécifique de l'activité économique. Celle-ci repose sur des fonctions essentielles — production, répartition et consommation — et sur l'intervention de différents agents économiques dont les actions sont interdépendantes. Ce chapitre a ainsi pour objectif de présenter les notions fondamentales liées à la problématique économique, d'expliquer la logique des choix économiques et de décrire l'organisation de l'activité économique à travers les agents et le circuit économique.

1. Notions de base

1.1. La notion de besoin

Un besoin peut être défini comme un état de manque ou d'insatisfaction que l'individu cherche à réduire, ce qui implique la mobilisation d'un certain effort¹. Les besoins présentent plusieurs caractéristiques essentielles :

• La multiplicité

Les besoins humains sont multiples et en constante expansion. Leur multiplication résulte de plusieurs facteurs :

L'évolution technique, qui crée de nouveaux besoins à travers l'apparition de produits ou services innovants (par exemple, les jouets interactifs pour enfants).

L'évolution économique, notamment l'amélioration du niveau de vie, qui permet l'accès à une plus grande diversité de biens.

L'évolution sociale, liée aux changements de mentalités et d'habitudes de consommation.

• La satiabilité

Un besoin peut être satisfait progressivement par unités successives. La première unité procure à l'individu la plus forte satisfaction, tandis que les unités supplémentaires sont désirées avec une intensité décroissante. Ce processus se poursuit jusqu'au point de saturation, au-delà duquel la satisfaction n'augmente plus.

• L'interdépendance

Les besoins ne sont pas isolés : ils sont souvent liés les uns aux autres au sein de l'individu comme de la société. Cette interdépendance se manifeste de deux manières :

Complémentarité des besoins : Certains besoins nécessitent d'être satisfaits conjointement ou se renforcent mutuellement. La satisfaction de l'un dépend ou améliore la satisfaction de l'autre.

Substituabilité des besoins : Dans certains cas, un besoin peut être remplacé par un autre. L'individu peut ainsi compenser la non-satisfaction d'un besoin par la satisfaction d'un besoin alternatif, selon ses préférences ou selon le contexte.

¹ Gueutin, C.-A. (année). L'essentiel de l'introduction à l'économie : Fiches de cours, cas pratiques corrigés (3^e éd.). Ellipses, p.07.

1.2. La notion de bien

À chaque besoin correspond un bien destiné à en assurer la satisfaction. Certains biens sont fournis directement par la nature, mais dans la majorité des cas, l'être humain doit transformer des ressources naturelles pour les rendre adaptées à l'usage recherché. Ainsi, un bien est considéré comme utile, car il contribue à la satisfaction d'un besoin.

1.2.1. Le bien économique

L'utilité économique d'un bien désigne l'intensité du désir qu'un individu éprouve pour l'acquérir à un moment donné.

a. Caractéristiques des biens économiques

Un bien devient économique lorsqu'il réunit deux conditions :

- Il est utile,
- Il est rare, c'est-à-dire disponible en quantité limitée.

Un bien économique peut donc être défini comme tout objet ou service procurant une satisfaction, existant en quantité restreinte et pouvant faire l'objet d'un échange sur un marché.

La rareté renvoie à la non-abondance des ressources : leur obtention nécessite un effort, un coût ou un travail.

b. Classification des biens économiques

• Biens matériels

Ce sont des biens tangibles et palpables.

Exemple : une chaise.

• Biens immatériels

Ils ne sont pas palpables ; il s'agit de services ou de ressources intellectuelles.

Exemples : un service bancaire, l'information, les connaissances.

• Biens de consommation

Ils satisfont directement un besoin. Ils se subdivisent en :

– **Biens durables** : leur usage s'étale dans le temps ; ils ne sont pas détruits immédiatement.

Exemple : une voiture, un téléviseur.

– **Biens non durables** : ils sont consommés et détruits rapidement.

Exemple : les produits alimentaires.

• **Biens de production**

Ils sont utilisés pour produire d'autres biens. On distingue :

– **Biens intermédiaires** : destinés à être transformés ou intégrés dans un processus de production.

Exemple : le bois utilisé dans l'industrie.

– **Biens d'équipement** : ils permettent de réaliser la production.

Exemple : les machines.²

1.2.2. Le bien libre

Les biens libres sont utiles mais non rares. Ils sont disponibles en abondance et accessibles sans effort particulier.

Exemples : l'air, la mer, le désert

2. Les choix économiques

Dans le domaine économique, le problème fondamental réside dans l'allocation optimale de ressources limitées entre plusieurs usages possibles. En effet, les besoins humains sont nombreux et illimités, alors que les ressources disponibles pour les satisfaire demeurent rares. Cette rareté oblige les individus comme les organisations à opérer des choix.

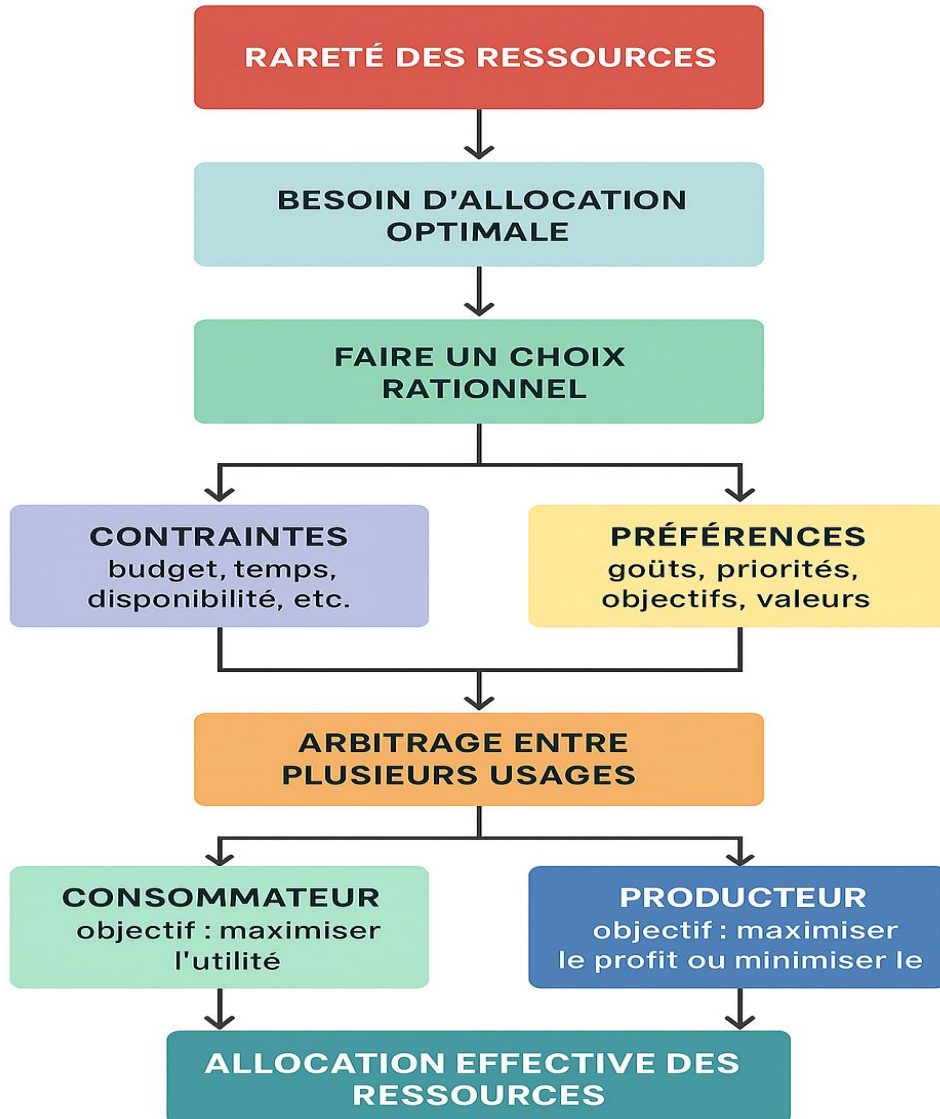
Un choix économique est considéré comme rationnel lorsqu'il tient compte des contraintes — notamment financières, matérielles ou temporelles — afin de maximiser la satisfaction ou l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Ainsi, la prise de décision économique se caractérise par un comportement sous contrainte, qui amène chaque acteur à arbitrer entre différentes options.

Pour le consommateur, l'objectif principal est de maximiser l'utilité, c'est-à-dire obtenir le plus haut niveau de satisfaction possible en fonction de son budget.

Pour le producteur, la décision économique vise soit à maximiser le profit, soit à minimiser les coûts, selon la logique de l'entreprise.

² Gueutin, op. cit., p. 08, 09.

Figure 01 : Les choix économiques



Source : Elaboré par l'auteure à partir de diverses lectures.

Exemple : Choix entre légumes et fruits

Une famille nombreuse dispose d'un budget total de 1 000 DA pour acheter des produits frais. Elle décide d'acheter d'abord des légumes, puis d'utiliser le reste du budget pour acheter un seul type de fruit : soit 1 kg de pommes, soit 1 kg de bananes. Les prix du marché sont les suivants : 1 kg de pommes = 400 DA, 1 kg de bananes = 350 DA, 1 kg de tomates = 300 DA, et 1 kg de carottes = 250 DA. La famille achète 1 kg de tomates et 1 kg de carottes pour un total de 550 DA, ce qui laisse 450 DA pour les fruits. Pour comparer les fruits, on suppose que le poids moyen d'un fruit est de 120 g pour une pomme (≈ 8 fruits/kg) et de 200 g pour une banane

(≈ 5 fruits/kg). Comme 1 kg de pommes fournit plus d'unités que 1 kg de bananes, la famille choisit donc d'acheter 1 kg de pommes afin de distribuer le plus grand nombre de fruits aux membres, sans tenir compte du reste du budget.

3. L'organisation de l'activité économique

3.1. Définition et représentation schématique

La comptabilité nationale organise l'ensemble des opérations économiques des agents d'un pays afin de mieux comprendre le fonctionnement de l'économie. Elle se structure en trois grandes catégories, qui reflètent chacune un aspect fondamental de l'activité économique.

Les opérations sur biens et services concernent toutes les activités liées à la production, à l'utilisation et aux échanges de biens et services. Elles permettent d'observer comment les ressources sont mobilisées pour répondre aux besoins des ménages, des entreprises et de la collectivité.

Les opérations de répartition portent sur la formation et la circulation des revenus entre les agents économiques. Elles montrent comment la richesse produite est distribuée et redistribuée au sein de la société, en intégrant les transferts et mécanismes de redistribution.

Les opérations financières enregistrent les flux d'actifs et de dettes entre les agents économiques. Elles permettent aux agents disposant de ressources financières de financer ceux qui en ont besoin, garantissant ainsi le bon fonctionnement du système économique.³

3.2. Les agents économiques

Un agent économique désigne une entité — individuelle ou collective — dotée d'une autonomie de décision et participant à l'activité économique par la réalisation d'opérations spécifiques. Pour analyser le fonctionnement global d'une économie, il est nécessaire de regrouper ces centres de décision en catégories homogènes présentant des comportements et des fonctions similaires.

La classification retenue repose sur l'activité principale exercée par ces entités. On distingue traditionnellement cinq grandes catégories d'agents économiques⁴ :

³ Rasselet, G. (2006). *Économie contemporaine : Tome 1, Les fonctions économiques*. Éditions du CNFPT, Montreuil, France.

⁴ Généreux, J. (2001). *Introduction à l'économie* (3^e éd., mise à jour). Éditions du Seuil. ISBN 978-2-02-048184-7, p.20-23.

3.2.1. Les ménages

Les ménages regroupent les individus vivant sous le même toit, qu'il s'agisse d'une personne seule ou d'un groupe familial. Leur fonction économique principale est la consommation de biens et de services. Ils fournissent également du travail aux autres agents et perçoivent des revenus.

3.2.2. Les entreprises ou sociétés non financières

Cette catégorie inclut toutes les organisations dont l'activité essentielle est la production de biens et de services non financiers. Les entreprises sont regroupées en branches, c'est-à-dire en ensembles d'unités produisant un même type de produit (automobile, chimie, textile-habillement, bâtiment et génie civil, etc.).

Les entreprises exerçant plusieurs activités sont réparties entre plusieurs branches selon leur production.

3.2.3. Les institutions financières

Les institutions financières rassemblent les organisations spécialisées dans la collecte, la transformation et la redistribution des capitaux financiers afin de financer les besoins des autres agents économiques. Elles incluent notamment les banques, les compagnies d'assurance, et l'ensemble des intermédiaires financiers.

3.2.4. Les administrations

Les administrations regroupent les institutions publiques centrales (ministères), les collectivités locales (municipalités), les établissements publics (hôpitaux, sécurité sociale), ainsi que certaines organisations privées à but non lucratif (syndicats, associations culturelles).

Leur fonction principale est la production de biens et services non marchands, généralement fournis gratuitement ou à prix très réduit : services publics administratifs, éducation, santé, etc.

3.2.5. Le reste du monde

Le « reste du monde » désigne l'ensemble des agents non résidents entretenant des relations économiques avec le territoire national. Cette catégorie inclut toutes les entités étrangères — ménages, entreprises, administrations — qui participent aux échanges internationaux de biens, services, capitaux et revenus.

3.3. Le circuit économique

Le circuit économique est un modèle théorique simplifié qui représente les relations essentielles au fonctionnement d'une économie de marché en intégrant les cinq catégories d'agents économiques :

- Les ménages,
- Les entreprises,
- L'État,
- Les institutions financières,
- Le reste du monde.

Ce modèle illustre la manière dont ces agents interagissent à travers des flux réels (biens et services, facteurs de production) et des flux monétaires (revenus, dépenses, épargne, investissements, impôts, échanges extérieurs).

Les flux réels décrivent la circulation des biens, des services et des facteurs de production entre les agents, tandis que les flux monétaires retracent les paiements correspondants : distribution des revenus, financement de l'investissement, transactions financières, prélèvements obligatoires, ou encore opérations d'importation et d'exportation.

Le circuit économique montre que tout ce qui est produit dans l'économie finit par être vendu et devient ainsi des revenus pour les différents agents économiques. Autrement dit, la production crée des revenus, et ces revenus sont ensuite dépensés, ce qui relance la production.

Ce modèle permet donc de comprendre comment :

Les revenus sont générés (par la production), partagés entre les agents (salaires, profits, impôts, etc.), puis utilisés (consommation, épargne, investissement).

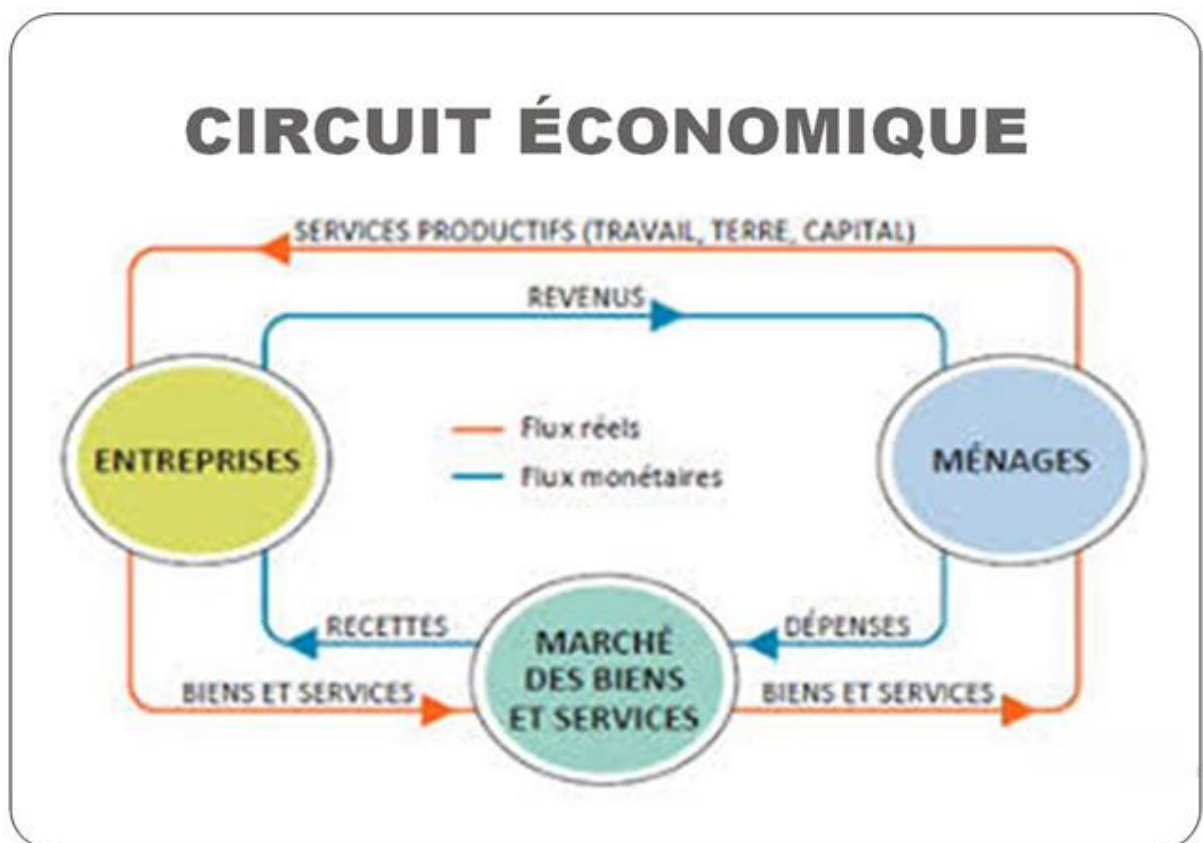
Il devient alors plus facile de voir comment les décisions de chacun — consommer, produire, investir, payer des impôts ou commercer avec l'étranger — influencent le fonctionnement de toute l'économie.

En fonction du nombre d'agents économiques pris en compte, nous pouvons distinguer deux types de circuits économiques : un circuit simplifié et un circuit complexe.

Le circuit économique simplifié se limite généralement à deux agents principaux — les ménages et les entreprises — afin de présenter les mécanismes de base tels que la production, la consommation, la dépense et la formation des revenus⁵.

⁵ Manole, A., Stoica, R., & Jweida, I. (2017). Circuitul economic – Elemente ale fluxurilor de activitate macroeconomică. Revista Română de Statistică – Supliment nr. 1/2017.

Figure 02 : Le circuit économique simplifié

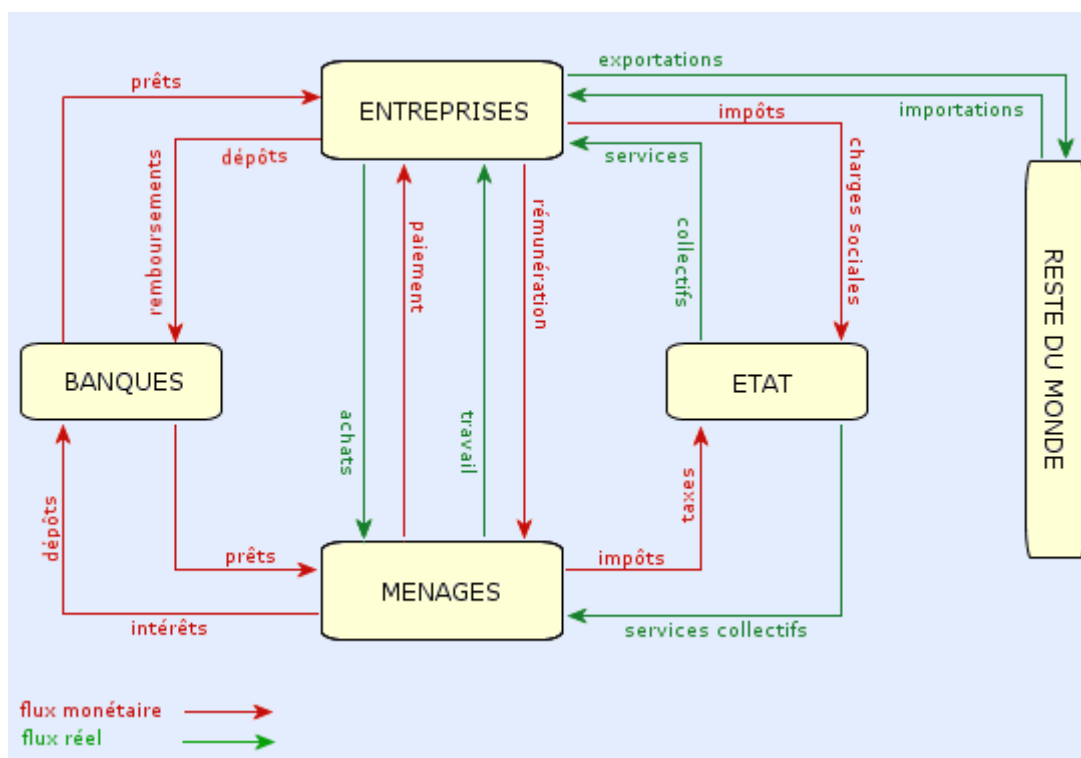


Source : Elaboré par l'auteur

Ce modèle permet une première compréhension des échanges essentiels qui structurent l'activité économique.

À l'inverse, le circuit économique complexe intègre l'ensemble des cinq agents économiques : les ménages, les entreprises, l'État, les institutions financières et le reste du monde. Il prend également en compte une plus grande variété de flux, notamment les impôts, l'épargne, l'investissement, les transactions financières et les échanges extérieurs.

Figure 03 : Le circuit économique complexe



Source : <https://www.maxicours.com/se/cours/les-flux-et-le-circuit-economique>, consulté le : 18 02 2026 à 19h13

Ce modèle offre une représentation plus complète et plus réaliste du fonctionnement global de l'économie, mettant en évidence la diversité des interactions entre les agents.

Conclusion

Ce chapitre a permis de mettre en évidence les fondements de la problématique économique et les mécanismes essentiels de l'organisation de l'activité économique. L'analyse des notions de besoin et de bien a montré que l'économie trouve son origine dans l'état de manque ressenti par les individus et dans la nécessité de mobiliser des ressources rares pour y répondre. La distinction entre biens économiques et biens libres souligne le rôle central de la rareté dans l'apparition des choix économiques.

L'étude des choix économiques a mis en lumière le caractère rationnel des décisions prises par les agents économiques, qu'il s'agisse des ménages cherchant à maximiser leur utilité ou des entreprises visant la maximisation du profit ou la minimisation des coûts. Ces choix s'effectuent toujours sous contraintes, ce qui explique l'importance des arbitrages dans la vie économique.

Enfin, l'organisation de l'activité économique a été présentée à travers les fonctions économiques fondamentales, les différentes catégories d'agents économiques et le circuit économique. Ce dernier offre une représentation synthétique du fonctionnement global de l'économie en illustrant la circulation des flux réels et monétaires entre les agents. En fournissant une vision d'ensemble des interactions économiques, ce chapitre constitue une base indispensable pour comprendre les mécanismes économiques plus complexes qui seront étudiés dans les chapitres suivants.

Exercices et auto-évaluation

I. QCM (Choix multiples)

Question 1 : Le problème fondamental de l'économie réside dans :

- A. La création de richesses infinies
- B. La satisfaction de besoins multiples avec des ressources limitées
- C. La production de biens matériels uniquement
- D. L'étude des flux financiers internationaux

Question 2 : Parmi les caractéristiques des besoins, laquelle correspond à la satiabilité ?

- A. Les besoins peuvent être remplacés par d'autres besoins
- B. Les besoins peuvent être satisfaits progressivement jusqu'à un point où la satisfaction cesse d'augmenter
- C. Les besoins sont toujours complémentaires
- D. Les besoins sont indépendants les uns des autres

Question 3 : Un bien économique se définit comme :

- A. Tout objet ou service procurant une satisfaction, existant en quantité limitée et pouvant faire l'objet d'un échange
- B. Tout objet naturel disponible en abondance
- C. Un bien immatériel uniquement
- D. Un service public gratuit

Question 4 : Le choix économique du consommateur vise principalement à :

- A. Minimiser les coûts de production
- B. Maximiser l'utilité en fonction de son budget
- C. Accumuler le plus de biens matériels possible
- D. Déterminer le prix du marché

Question 5 : Les agents économiques incluent :

- A. Les ménages, les entreprises et les banques uniquement
- B. Les ménages, les entreprises, l'État, les institutions financières et le reste du monde
- C. Les producteurs et les consommateurs uniquement
- D. Les entreprises et les administrations seulement

Question 6 : Le circuit économique complexe prend en compte :

- A. Seulement la production et la consommation
- B. L'ensemble des flux réels et monétaires entre tous les agents économiques

C. Uniquement les flux d'échanges internationaux

D. Les décisions individuelles des ménages

II. Questions d'analyse et réflexion

1. Expliquez pourquoi la rareté des ressources conduit à des choix économiques pour les individus et les organisations ?
2. Donnez un exemple concret de choix économique pour un ménage et décrivez les facteurs qui influencent ce choix ?
3. En vous appuyant sur un exemple concret, montrez comment un ménage peut arbitrer entre différents types de biens pour maximiser sa satisfaction tout en respectant son budget ?

Chapitre 03

Introduction

Les fonctions économiques constituent le cœur du fonctionnement de toute économie. Parmi celles-ci, la production et la consommation occupent une place centrale, car elles traduisent la manière dont les sociétés créent des richesses et les utilisent pour satisfaire les besoins des individus. Ces deux fonctions sont étroitement liées : la production fournit les biens et services nécessaires à la consommation, tandis que la consommation oriente et stimule l'activité productive.

L'analyse de la production permet de comprendre comment les entreprises et les organisations mobilisent les facteurs de production — principalement le travail et le capital — afin de transformer des ressources en biens et services. Elle met également en évidence les choix techniques et organisationnels visant à améliorer l'efficacité et la productivité. De son côté, l'étude de la consommation s'intéresse aux comportements des ménages, à la diversité des formes de consommation et aux déterminants économiques et sociaux qui influencent leurs décisions.

Ce chapitre a pour objectif de présenter les fondements théoriques de la production et de la consommation. Il vise, d'une part, à définir la production, à distinguer ses différentes formes et à analyser les facteurs et la fonction de production. Il cherche, d'autre part, à expliquer la notion de consommation, à en identifier les principales formes et à mettre en lumière les déterminants qui conditionnent les choix de consommation des ménages. Cette approche permet de mieux comprendre les mécanismes essentiels reliant l'offre et la demande au sein de l'activité économique.

1. La production

La production constitue une activité fondamentale dans toute économie. Elle est assurée par des organisations de nature variée — entreprises privées, entreprises publiques, administrations, associations — dont l'objectif commun est de fournir des biens et des services destinés à satisfaire les besoins individuels ou collectifs.

Pour atteindre cet objectif, chaque entreprise doit prendre un ensemble de décisions de type : que produire, dans quel secteur investir ? quelle combinaison de facteurs de production adopter ? ou encore quelles contraintes techniques prendre en compte pour améliorer l'efficacité du processus productif ?

1.1. Définition de la production

La production désigne l'activité économique consistant à créer des biens et des services destinés à satisfaire les besoins humains.

Les biens ainsi que certains services — tels que les services bancaires, le transport ou la publicité — sont vendus sur un marché contre un prix. Ils constituent alors des productions marchandes.

D'autres services, fournis gratuitement ou quasi gratuitement par les administrations publiques ou certaines organisations privées à but non lucratif, sont qualifiés de services non marchands.

1.2. Les types de production : marchande et non marchande

Selon la comptabilité nationale, la production est définie comme une activité économique socialement organisée, consistant à créer des biens et des services destinés à être échangés sur un marché ou à satisfaire directement ou indirectement les besoins des membres de la société.

Cette définition permet d'opérer une distinction entre deux grandes catégories de production : la production marchande et la production non marchande.

1.2.1. La production marchande

La production est dite marchande lorsqu'elle est échangée — ou susceptible de l'être — sur un marché à un prix couvrant au moins les coûts de production.

Elle répond principalement à des besoins individuels, car l'accès aux biens et services dépend de la capacité de paiement des consommateurs.

1.2.2. La production non marchande

La production est qualifiée de non marchande lorsqu'elle est fournie gratuitement ou à un prix très inférieur au coût de production.

Elle est essentiellement assurée par les administrations publiques, les collectivités territoriales ou certaines institutions privées à but non lucratif.

La production non marchande vise à satisfaire des besoins collectifs tels que l'éducation, la sécurité, la santé, la culture ou la recherche.

1.3. Les facteurs de production

Les facteurs de production regroupent l'ensemble des ressources économiques mobilisées pour la fabrication d'un bien ou d'un service. Selon la théorie classique, on distingue trois principaux facteurs de production : la terre, le capital et le travail. En revanche, la théorie néoclassique se concentre sur deux facteurs essentiels : le capital et le travail, considérant la terre comme une simple forme de capital¹.

1.3.1. Le travail

Le travail représente l'énergie humaine mobilisée au sein d'une unité de production. Il correspond à la force de travail que la population active met à disposition des entreprises pour réaliser leurs activités de production.

Le travail constitue un facteur essentiel de production, car il incarne le facteur humain. Sa quantité et sa qualité influencent directement l'efficacité de la production.

Le facteur de production est analysé sous deux aspects : l'aspect quantitatif et l'aspect qualitatif

Quantité de travail : elle se mesure par la population active, c'est-à-dire l'ensemble des personnes en âge de travailler et désireuses d'exercer une activité professionnelle. L'évolution de cette quantité dépend de plusieurs facteurs : la démographie, la législation du travail et la conjoncture économique. La disponibilité du travail dans une économie est fonction :

- Des besoins globaux des agents économiques,
- De l'importance de la population active,
- De la durée légale du travail et de la réglementation, qui influencent le temps effectif de mobilisation des unités de travail.

¹ Rasselet, G. (2006). *Économie contemporaine. Tome 1 : Les fonctions économiques*. Éditions du CNFPT.

Qualité du travail : le travail n'est pas homogène et nécessite des compétences spécifiques et un savoir-faire particulier. La qualité dépend de la qualification et de l'expérience des travailleurs. On distingue deux types de main-d'œuvre :

- Main-d'œuvre non qualifiée : limitée aux tâches d'exécution, sans formation préalable,
- Main-d'œuvre qualifiée : chargée des tâches de conception, de coordination et d'encadrement.

1.3.2. Le capital

Le capital renvoie à l'ensemble des biens produits par l'entreprise elle-même, tels que les machines, le matériel ou les équipements, qui sont destinés à la production d'autres biens. Pour acquérir ce type de capital, appelé capital technique, l'entreprise doit effectuer des investissements, c'est-à-dire des dépenses initiales dont elle attend un retour futur sous forme de rentabilité.

La notion de capital englobe plusieurs dimensions : il peut être matériel (biens d'équipement) ou être (monnaie et titres de créance). Deux caractéristiques sont communes à toutes ces formes : le capital est toujours intégré à l'appareil productif, et son acquisition nécessite une dépense préalable.

Le capital financier se compose des apports des propriétaires de l'entreprise (capital social) ainsi que des emprunts contractés auprès d'institutions financières. Au fur et à mesure du développement de l'entreprise, il peut faire l'objet d'augmentations de capital. Ce capital financier permet ensuite d'acquérir le capital physique, c'est-à-dire les équipements et les bâtiments de l'entreprise.

On distingue également le capital circulant, qui est consommé ou transformé au cours du processus de production (énergie, matières premières), et le capital fixe, constitué de machines et de bâtiments destinés à durer dans le temps.

La rémunération du capital, c'est-à-dire le retour attendu sur l'investissement, prend la forme du profit.

1.4. La fonction de production

La fonction de production décrit la relation entre la quantité de biens ou services produits et les quantités de facteurs de production utilisées. Elle permet de déterminer la quantité maximale de production qu'une entreprise peut obtenir à partir d'un ensemble donné de ressources.

Cette notion constitue un modèle économique simplifié de l'activité productive.

En effet, une entreprise qui dispose de deux facteurs de production : le capital (K) et le travail (L), elle peut, en les combinant, obtenir un niveau de production $f(K, L)$ dont le maximum sera Q. Ainsi, la fonction de production est une fonction qui associe à toute combinaison C (K, L) le nombre $Q = f(K, L)$ output ou production maximum pour la combinaison C (K, L) et ceci pour une unité de temps donnée

L'analyse de cette relation entre facteurs et production permet d'évaluer l'efficacité économique des combinaisons de production. Cette efficacité se mesure notamment à travers la productivité des facteurs, c'est-à-dire la quantité de production obtenue par unité de facteur utilisé².

2. La consommation

Disposant d'un revenu disponible, les ménages l'utilisent pour satisfaire leurs besoins par la consommation de biens et de services. Cette consommation peut prendre différentes formes selon la nature des biens et des services consommés. Les choix des ménages ne sont pas uniformes et dépendent de plusieurs facteurs économiques et sociaux.

Ce chapitre s'articule autour de la question suivante : quelles sont les différentes formes de consommation des ménages et quels sont les principaux déterminants de leurs choix de consommation ?

2.1. Définition de la consommation

La consommation peut être appréhendée selon plusieurs approches complémentaires. Elle désigne, d'une part, l'acte par lequel les ménages acquièrent, sur le marché, des biens et des services afin de satisfaire leurs besoins. Elle renvoie, d'autre part, à l'utilisation immédiate de ces biens et services, que cette utilisation soit individuelle ou collective.

D'un point de vue économique, la consommation correspond à un processus par lequel un bien ou un service est utilisé, de manière immédiate ou progressive, en vue de répondre à un besoin. Ainsi, la consommation est fondamentalement motivée par la recherche de satisfaction des besoins qu'un individu ou un groupe cherche à réaliser à travers l'acquisition de biens ou de services.

² Rasselet, op. cit., p. 98.

2.2. Les différentes formes de la consommation

En raison de la diversité des comportements de consommation, celle-ci peut être analysée et décomposée en plusieurs formes, selon les caractéristiques ou les critères retenus. En effet, différentes catégories de consommation peuvent être distinguées en fonction des aspects considérés, du point de vue adopté ou de l'approche analytique mobilisée pour en déterminer la nature³.

2.2.1. Selon la contrepartie du bien ou du service consommé

- **La consommation marchande**

La consommation marchande concerne les biens et services acquis sur un marché à un prix qui couvre, au minimum, leur coût de production.

- **La consommation non marchande et l'autoconsommation**

La consommation est dite non marchande lorsque les biens ou services sont fournis gratuitement ou à un prix inférieur à leur coût de revient, généralement par les pouvoirs publics. Il s'agit, par exemple, des services administratifs, de l'utilisation des infrastructures publiques ou des services subventionnés par l'État.

On parle d'autoconsommation lorsque les individus consomment des biens ou des services dont ils sont eux-mêmes les producteurs.

2.2.2. Selon la nature du bien économique consommé

- **La consommation de biens matériels**

Elle correspond à l'utilisation de biens ayant une forme physique et tangible.

- **La consommation de biens immatériels**

Elle renvoie à l'utilisation de services, qui ne prennent pas une forme matérielle.

2.2.3. Selon la durabilité du bien économique consommé

- **La consommation de biens durables**

Elle concerne des biens dont l'utilisation s'étend sur une période relativement longue et dont la destruction est progressive, tels que les vêtements, les meubles, les véhicules ou les appareils électroménagers.

³ Brémond, J., & Salort, M.-M. (1986). Initiation à l'économie : Les concepts de base, les techniques, les grands économistes. Paris : Hatier, p.27.

- **La consommation de biens non durables**

Elle porte sur des biens qui sont détruits dès la première utilisation ou sur une très courte période, comme les produits alimentaires, les boissons ou les carburants.

2.2.4. Selon le caractère individuel ou collectif de la consommation

- **La consommation individuelle**

Un bien ou un service est dit à consommation individuelle lorsqu'il est utilisé par un seul individu, à l'exclusion des autres.

- **La consommation collective**

La consommation est qualifiée de collective lorsqu'un bien ou un service peut être utilisé simultanément par plusieurs individus sans exclusivité, afin de satisfaire un besoin commun. Elle concerne généralement des biens et services collectifs produits pour répondre aux besoins d'une collectivité, tels que les routes, l'éclairage public ou les établissements scolaires.⁴

2.3. Les déterminants de la consommation

Le consommateur est limité dans ses choix par les ressources dont il dispose et par le prix des biens et services qu'il souhaite acquérir. Pour satisfaire ses besoins, il doit procéder à des arbitrages constants, en hiérarchisant ses priorités. Ces choix sont influencés par des facteurs de nature économique et non économique.

2.3.1. Les déterminants économiques de la consommation

Deux contraintes économiques principales conditionnent la capacité des individus à consommer:

- **La contrainte prix** : dans une économie de marché, la demande d'un bien ou service est directement influencée par son prix. Une variation de prix peut ainsi modifier les choix de consommation.

- **La contrainte revenu** : le niveau de revenu des ménages détermine leur pouvoir d'achat. En général, une augmentation du revenu conduit à une hausse de la consommation. Toutefois, une partie du revenu supplémentaire peut ne pas être immédiatement consommée et être épargnée, ce qui montre que le comportement de consommation évolue avec le revenu disponible.

⁴ Bialès, M., Leurion, R., & Rivaud, J.-L. (1995). Économie générale : BTS première année. Éditions Odile Jacob

2.3.2. Les déterminants non économiques de la consommation

Plusieurs facteurs sociaux, culturels ou psychologiques influencent également les comportements de consommation :

- **La classe sociale** : elle détermine les habitudes de consommation, souvent en reproduisant le mode de vie acquis lors de l'éducation, influençant ainsi les préférences et les priorités.
- **La catégorie socioprofessionnelle** : elle oriente la consommation, parfois par besoin d'imitation ou d'identification à des groupes sociaux spécifiques.
- **L'âge** : il conditionne le type et le volume de consommation. Par exemple, les personnes âgées consomment davantage de services de santé, tandis que les adolescents dépensent plus en alimentation ou en vêtements.
- **Le sexe** : il peut également influencer la consommation de certains biens ou services, par exemple les produits de soin, de maquillage ou de coiffure, où les dépenses des femmes sont souvent plus élevées.
- **L'effet d'imitation** : le désir de reproduire les comportements de consommation de classes sociales supérieures ou de groupes auxquels l'individu aspire peut guider ses choix. On parle également d'effet de démonstration.
- **Le comportement ostentatoire** : certains individus consomment dans le but de signaler leur position sociale ou d'être reconnus comme appartenant à un groupe spécifique, phénomène également appelé snobisme.
- **La publicité** : elle influence les consommateurs en incitant à l'achat de biens ou services supplémentaires, en orientant les préférences et en stimulant la demande.

Conclusion

L'étude des fonctions économiques de production et de consommation met en évidence leur rôle fondamental dans l'organisation et le fonctionnement de l'économie. La production apparaît comme une activité essentielle par laquelle les entreprises et les institutions mobilisent le travail et le capital afin de créer des biens et des services, qu'ils soient marchands ou non marchands. L'analyse des facteurs de production et de la fonction de production permet de mieux comprendre les conditions de l'efficacité productive et les enjeux liés à la productivité.

Par ailleurs, la consommation constitue l'aboutissement de l'activité économique, dans la mesure où elle vise la satisfaction des besoins des ménages à partir du revenu disponible. L'identification des différentes formes de consommation — selon la nature, la durabilité ou le caractère individuel ou collectif des biens et services — souligne la diversité des comportements de consommation. Ces comportements sont déterminés à la fois par des facteurs économiques, tels que le revenu et les prix, et par des facteurs non économiques, notamment sociaux, culturels et psychologiques.

Ainsi, la production et la consommation apparaissent comme deux fonctions complémentaires et interdépendantes. Leur interaction permanente structure l'activité économique et influence les décisions des agents économiques. La compréhension de ces fonctions constitue une base indispensable pour l'analyse des mécanismes économiques plus avancés, notamment ceux relatifs à la répartition des revenus, à l'investissement et à la croissance économique, qui feront l'objet des chapitres suivants.

Exercices et auto-évaluation

I. Questions fermées (QCM)

Question 1 : La production non marchande correspond à :

- A. Des biens et services vendus sur le marché
- B. Des biens et services fournis gratuitement ou à prix réduit
- C. Des biens durables
- D. Des biens matériels

Question 2 : Parmi les facteurs de production, on distingue :

- A. Travail, capital et consommation
- B. Travail, capital et terre
- C. Revenu, capital et prix
- D. Travail, capital et biens

Question 3 : La consommation de biens immatériels concerne :

- A. Les services
- B. Les produits alimentaires
- C. Les vêtements et meubles
- D. Les machines et équipements

Question 4 : Le capital circulant est :

- A. Consommé ou transformé au cours du processus de production
- B. Utilisé pour durer dans le temps
- C. Fournit gratuitement par l'État
- D. La population active disponible

Question 5 : La consommation ostentatoire signifie :

- A. Consommer pour satisfaire uniquement ses besoins essentiels
- B. Consommer pour signaler sa position sociale
- C. Consommer uniquement des biens durables
- D. Consommer exclusivement des biens collectifs

II. Questions d'analyse et de réflexion

1. Quels sont les principaux facteurs économiques et non économiques qui influencent les décisions de consommation des ménages ?

2. Pourquoi certaines productions sont-elles non marchandes ?
3. Analysez comment l'investissement en capital technique peut à la fois augmenter la productivité et influencer les coûts de production ?

Chapitre 04

Introduction

L'activité économique ne se limite pas à la production et à la consommation des biens et services. Elle implique également la distribution des richesses créées et leur utilisation pour soutenir le développement futur de l'économie. Dans ce cadre, le revenu et l'investissement représentent deux fonctions économiques essentielles, étroitement liées à la croissance et à l'amélioration du niveau de vie des populations.

Le revenu constitue la contrepartie de la participation des agents économiques à l'activité productive. Il est généré par un processus de répartition qui détermine comment la richesse créée est distribuée entre les différents acteurs économiques. Cependant, cette répartition initiale peut entraîner des inégalités, ce qui justifie l'intervention des pouvoirs publics à travers des mécanismes de redistribution visant à assurer une plus grande équité sociale et économique.

Par ailleurs, une part des revenus perçus est consacrée à l'investissement, qui conditionne le développement économique. En favorisant l'accroissement des capacités de production, l'amélioration de la productivité et l'introduction de l'innovation, l'investissement constitue un moteur essentiel de la croissance à long terme. Ce chapitre a ainsi pour objectif d'analyser la formation et la redistribution des revenus, ainsi que le rôle, les types et les modes de financement de l'investissement dans l'économie.

1. Le revenu

Le revenu correspond à l'ensemble des ressources perçues par les agents économiques grâce à leur participation à l'activité productive, que ce soit sous forme de salaire, de profit ou d'intérêt. Comprendre le revenu nécessite d'analyser comment cette richesse est distribuée au sein de l'économie. C'est ce rôle que joue la répartition primaire des revenus, en déterminant la manière dont la richesse créée est initialement partagée entre les différents agents.

1.1. La répartition primaire des revenus

La répartition primaire des revenus correspond au mécanisme par lequel les agents économiques ayant contribué à la création de richesse reçoivent une rémunération proportionnelle à leur apport. Elle repose sur le principe fondamental selon lequel tous les participants à la production perçoivent une contrepartie adaptée à leur rôle¹ :

Les prêteurs de capitaux, tels que les banques, perçoivent des intérêts ;

Les apporteurs de capitaux, c'est-à-dire les détenteurs de parts sociales, perçoivent des dividendes ;

Les salariés reçoivent un salaire en contrepartie de leur travail ;

Les administrations perçoivent des impôts qui financent les services publics et les infrastructures.

1.1.1. Identification des revenus primaires

Pour chacune des catégories d'agents économiques (ménages, entreprises et administrations), il est possible de calculer le revenu primaire, correspondant à la somme des revenus générés par leur participation à l'activité productive. Ce revenu constitue la base sur laquelle s'opère ensuite toute redistribution ou réaffectation des ressources au sein de l'économie.²

- **Les ménages** : le revenu primaire des ménages correspond à l'ensemble des ressources qu'ils perçoivent grâce à leur participation à l'activité économique et à la possession de capitaux.

- **Les revenus d'activité** : ce sont les revenus obtenus en participant directement à la production. Ils comprennent les salaires pour les salariés, ainsi que les bénéfices ou honoraires pour les travailleurs indépendants et les professions libérales.

Exemples.

¹ Ottavj, C. (1991). La répartition des revenus : Pratiques et théories. Paris : Éditions Litec, p.06 .

² Blancheton, B. (2009). Maxi fiches de sciences économiques. Paris : Dunod, p.08.

Salarié dans une entreprise de production : Un ouvrier dans une usine de fabrication de meubles perçoit un salaire en échange de sa participation directe à la production des biens.

Travailleur indépendant : Un coiffeur qui possède son propre salon perçoit des bénéfices provenant de ses clients.

Profession libérale : Un médecin exerçant en cabinet privé perçoit des honoraires pour chaque consultation.

– **Les revenus de la propriété** : ce sont les revenus perçus grâce à la mise à disposition de capitaux. Ils comprennent les dividendes (part des bénéfices versée aux actionnaires), les intérêts (revenus des obligations ou comptes d'épargne) et les loyers (revenus fonciers).

Exemples

Dividendes : Une personne possède des actions dans une entreprise de télécommunications. Chaque année, elle reçoit une part des bénéfices de l'entreprise sous forme de dividendes.

Intérêts : Un particulier place une somme d'argent sur un compte d'épargne ou achète des obligations. Les revenus perçus chaque année constituent des intérêts.

Loyers : Une famille possède un appartement qu'elle loue à des locataires. Les sommes reçues chaque mois représentent des revenus fonciers.

Mise à disposition d'un bien à une entreprise : Un particulier possède une machine-outil qu'il loue à une entreprise pour sa production. Le loyer perçu pour l'utilisation de cette machine constitue également un revenu de propriété.

Ainsi, le revenu primaire des ménages reflète à la fois le travail effectué et l'utilisation du capital détenu, fournissant une base pour mesurer leur niveau de vie et leur capacité à consommer ou investir.

• **Les entreprises** : le revenu primaire des entreprises correspond à la part non distribuée de l'excédent brut d'exploitation (EBE). Cette ressource permet de financer les investissements, notamment par la dotation aux amortissements, et de soutenir le développement de l'entreprise grâce aux bénéfices mis en réserves. Ainsi, l'EBE non distribué constitue un instrument central pour assurer la pérennité et la croissance des activités productives.

• **Les administrations** : le revenu primaire des administrations se compose de l'EBE qu'elles perçoivent ainsi que des prélèvements effectués au stade de la production, tels que la TVA, les droits de douane, la taxe professionnelle et l'impôt sur les sociétés. Ces ressources, complétées

par d'autres prélèvements fiscaux et contributions sociales, permettent de financer la production de services non marchands et d'assurer la redistribution des revenus au sein de l'économie.

- **Les institutions financières** : leur revenu primaire est constitué des intérêts perçus sur les prêts accordés aux ménages, aux entreprises et aux administrations. Ces revenus rémunèrent la mise à disposition de capitaux et constituent la principale source de financement pour les opérations de crédit, contribuant ainsi au financement de l'investissement et au fonctionnement de l'économie.

1.1.2. La formation pratique des revenus

Dans la réalité économique, la répartition de la valeur ajoutée entre salaires et profits résulte de multiples facteurs institutionnels et contractuels. Elle dépend notamment des négociations salariales entre les syndicats et les employeurs, lesquelles aboutissent à l'élaboration de conventions collectives encadrant les conditions de rémunération. Toutefois, une tendance récente met en avant l'individualisation salariale, c'est-à-dire l'ajustement des salaires en fonction des compétences, de la performance et des caractéristiques individuelles des salariés.

Par ailleurs, l'État joue un rôle déterminant dans la formation des revenus primaires à différents niveaux :

En tant qu'employeur, il fixe les salaires des agents publics ;

Il établit le salaire minimum garanti (SMIG) afin de protéger le pouvoir d'achat des travailleurs ;

Il influence également les revenus du capital par ses décisions en matière de politique monétaire et de taux d'intérêt, affectant ainsi les revenus financiers perçus par les ménages et les entreprises.

1.1.3. Les inégalités de la répartition primaire

L'analyse de la répartition des revenus montre que de fortes inégalités existent dans l'économie. En effet, seuls les individus qui participent directement à la production reçoivent un revenu, alors que chacun a des besoins à satisfaire, qu'il travaille ou non. Cela montre que le système de rémunération ne prend pas en compte les besoins de tous, mais seulement la contribution au travail³.

³ Fonouni-Farde, G. (2022). Le moteur de la répartition : La répartition et la redistribution des revenus. Dans *L'économie en 4 leçons : Activité économique, financement, régulation, déséquilibre* (pp. 60–86). L'Harmattan. <https://shs.cairn.info/l-economie-en-4-lecons--9782343254562-page-60?lang=fr>

De plus, les revenus générés par la production ne sont pas répartis équitablement : une grande partie profite davantage aux propriétaires de l'entreprise et aux actionnaires qu'aux salariés. En conséquence, les écarts de revenus sont importants : les cadres supérieurs gagnent en moyenne plus de trois fois le salaire des ouvriers, et le salaire moyen reste environ deux fois supérieur au salaire minimum garanti (SMIG).

Même si tous les salaires augmentent avec le temps, les revenus des catégories les plus élevées progressent plus vite que ceux des catégories inférieures, ce qui accentue les inégalités. La faible augmentation du SMIG limite aussi la redistribution des revenus et renforce la concentration des richesses. Ces inégalités ont des effets concrets : elles diminuent le pouvoir d'achat des salariés modestes, accroissent les différences de consommation et peuvent limiter la mobilité sociale. Au final, la répartition des revenus montre à la fois la hiérarchie dans les salaires et le déséquilibre entre les besoins de chacun et les revenus qu'ils perçoivent réellement. Ainsi, afin de pallier aux inégalités créées par la répartition primaire des revenus, la redistribution intervient comme un mécanisme destiné à rétablir une plus grande équité au sein de la société.

1.2. La redistribution des revenus

La redistribution des revenus constitue un mécanisme essentiel dans l'organisation économique et sociale, visant à réduire les inégalités et à assurer une certaine équité entre les différents acteurs. Avant d'en examiner les objectifs, il est nécessaire de préciser ce que recouvre exactement le concept de redistribution.

1.2.1. Définition de la redistribution

La redistribution consiste à prélever des revenus auprès de certains individus pour les transférer à d'autres. Autrement dit, le système redistributif opère des prélèvements, tels que l'impôt direct, l'impôt indirect et les cotisations sociales, sur les revenus primaires, afin de fournir aux ménages des revenus de transfert et des services collectifs. La redistribution modifie donc la répartition initiale du revenu des ménages.

Concrètement, les ménages voient leur revenu primaire diminué par le paiement des impôts et des cotisations sociales, mais ils bénéficient en retour de prestations sociales et d'autres transferts, ce qui détermine le revenu disponible, c'est-à-dire les ressources dont ils peuvent disposer pour la consommation ou l'épargne.

Deux principaux acteurs interviennent dans la redistribution :

- Les collectivités publiques (État et collectivités locales), qui prélèvent des impôts pour financer la production de services non marchands ;
- Les organismes de protection sociale (par exemple la CNAS et CASNOS), qui collectent des cotisations et versent des prestations sociales aux ménages.⁴

1.2.2. Les objectifs de la redistribution

L'État met en place un système de redistribution des revenus pour plusieurs raisons. La répartition des revenus issus du travail et du patrimoine crée souvent de grandes inégalités. De plus, certains individus ne perçoivent aucun revenu, tandis que les plus pauvres voient leur situation se détériorer et que la pauvreté reste durable. Par ailleurs, beaucoup de personnes sont exposées à des risques sociaux, comme la maladie, le chômage ou la vieillesse, sans bénéficier d'aucune protection.

Le système de redistribution a plusieurs objectifs. Il permet de fournir à tous des services essentiels, comme l'éducation et la justice, et de réduire les écarts de revenus les plus importants, ce que l'on appelle la redistribution verticale. Il soutient également la demande en augmentant les revenus des ménages modestes et protège les individus contre les risques sociaux, par exemple en assurant les retraites ou le remboursement des soins, ce que l'on appelle la redistribution horizontale.

Deux types de transferts sont utilisés pour atteindre ces objectifs. Les transferts économiques améliorent directement la situation financière des bénéficiaires, comme les aides aux ménages ou les subventions à certaines entreprises. Les transferts sociaux correspondent aux dépenses prises en charge par l'État pour soutenir les populations, comme les bourses étudiantes, la compensation des prix des produits alimentaires ou le paiement de certaines charges pour les plus pauvres.

Les revenus perçus par les ménages et les entreprises ne servent pas seulement à couvrir les besoins immédiats ; ils constituent également des ressources qui peuvent être mobilisées pour l'investissement, élément essentiel du développement économique.

2. L'investissement

L'investissement occupe une place centrale dans l'activité économique des entreprises, car il conditionne leur capacité de production future et leur croissance. Afin de mieux comprendre ce

⁴ Sterdyniak, H. (2006). La redistribution est-elle encore un objectif des politiques budgétaires et sociales ? HAL. <https://hal.science/hal-00972798>, p.03.

concept, il convient d'en préciser la définition avant d'en analyser les différentes formes et modalités de financement.

2.1. Définition

L'investissement correspond à une dépense réalisée dans le présent dans le but de générer des revenus futurs ou de réduire des coûts. Il s'agit d'un élément clé du développement économique, car il permet aux entreprises, aux ménages et aux administrations d'acquérir des biens durables nécessaires à la production et aux services.

La comptabilité nationale distingue principalement deux notions⁵ :

L'investissement productif : réalisé par les entreprises résidentes, il vise à produire des biens et services pour obtenir des bénéfices. Cela comprend, par exemple, l'achat de machines ou la construction d'installations destinées à la production.

La formation brute de capital fixe (FBCF) : elle regroupe tous les biens durables acquis pour être utilisés pendant au moins un an. La FBCF inclut :

- L'investissement productif des entreprises,
- L'investissement des administrations, pour les équipements collectifs,
- L'investissement des ménages, principalement pour le logement.

La FBCF est dite « brute » car elle prend en compte l'amortissement des biens existants, contrairement à l'investissement net qui ne considère que les nouveaux biens.

On peut donc résumer la FBCF ainsi :

$$\text{FBCF} = \text{investissement productif des entreprises} + \text{investissement des administrations} + \text{investissement des ménages}.$$

2.2. Les différents types d'investissement

La formation brute de capital fixe (FBCF) correspond aux acquisitions d'actifs fixes, matériels ou immatériels, destinés à être utilisés durablement dans le processus productif. Parmi les formes d'investissement, on distingue notamment⁶ :

Les investissements de remplacement : ils consistent à renouveler le capital existant à l'identique afin de maintenir la capacité de production.

Exemple : remplacer une machine-outil usée par une nouvelle machine de même type.

⁵ Guillaumin, C. (2019). L'investissement. Dans *Macroéconomie* (pp. 121–154). Dunod. <https://shs.cairn.info/macroeconomie--9782100788880-page-121?lang=Fr>.

⁶ Blancheton, B. (2009). *Maxi fiches de sciences économiques*. Paris : Dunod, p.12.

Les investissements d'expansion : ils ont pour objectif d'augmenter la capacité de production de l'entreprise.

Exemple : construire un nouvel atelier pour produire davantage de biens.

Les investissements de modernisation : ils visent à améliorer la productivité en remplaçant l'équipement ancien par des technologies plus performantes.

Exemple : installer des machines automatisées plus rapides et précises que les anciennes.

Cependant, l'investissement ne se limite pas aux biens matériels. Il existe également des investissements immatériels, qui concernent les dépenses susceptibles d'accroître la productivité et la performance de l'entreprise.

Exemples : dépenses en recherche et développement, acquisition de logiciels, formation des employés aux nouvelles technologies, ou réalisation d'études de marché dans le cadre du marketing.

Ces investissements, matériels ou immatériels, sont essentiels pour assurer la croissance, la compétitivité et l'innovation au sein des entreprises.

2.3. Le mode de financement des investissements

Les entreprises disposent de plusieurs moyens pour financer leurs investissements. Le choix du mode de financement dépend notamment de leurs ressources financières et de leurs objectifs. Il est donc important d'identifier et de présenter ces différents modes de financement. Le premier mode de financement étudié est l'autofinancement, qui repose sur l'utilisation des ressources propres de l'entreprise⁷.

2.3.1. L'autofinancement

Les entreprises peuvent financer leurs investissements à partir de leurs propres ressources, c'est ce que l'on appelle l'autofinancement. Il inclut les dotations aux amortissements et aux provisions, ainsi que la part de la valeur ajoutée qui reste dans l'entreprise après paiement des salaires et des impôts.

Exemple : une entreprise industrielle utilise ses bénéfices non distribués pour acheter de nouvelles machines ou moderniser ses ateliers.

⁷ https://www.foucherconnect.fr/miniliens/mie/9782216166411/16513_chap08_synthese.pdf

2.3.2. L'augmentation du capital

Lorsque l'autofinancement est insuffisant, l'entreprise peut faire appel aux propriétaires actuels ou à de nouveaux associés pour obtenir des fonds supplémentaires, par l'émission de nouvelles actions ou parts sociales.

Exemple : une start-up spécialisée dans les technologies vertes émet de nouvelles actions pour financer la production de panneaux solaires innovants.

2.3.3. L'emprunt bancaire

Les banques accordent des crédits aux entreprises, financés par l'épargne des particuliers ou d'autres entreprises, que l'entreprise rembourse avec intérêts.

Exemple : une entreprise de production agroalimentaire contracte un prêt bancaire pour installer une nouvelle chaîne de conditionnement.

2.3.4. L'émission de titres financiers

Certaines entreprises peuvent lever des fonds directement auprès des investisseurs en émettant des obligations ou des actions.

Les obligations correspondent à des emprunts contractés auprès des investisseurs. L'entreprise s'engage à rembourser le capital prêté à une date future et à verser des intérêts.

Exemple : une entreprise industrielle émet des obligations pour acheter des machines automatisées et accroître sa production.

Les actions représentent des parts de propriété dans l'entreprise. Les actionnaires apportent des fonds en échange d'une participation au capital et peuvent recevoir des dividendes si l'entreprise réalise des bénéfices.

Exemple : une start-up technologique émet de nouvelles actions pour financer le développement d'un nouveau logiciel, et les investisseurs deviennent copropriétaires de l'entreprise.

Conclusion

L'analyse du revenu et de l'investissement met en évidence leur rôle central dans le fonctionnement et la dynamique de l'économie. Le revenu constitue la principale ressource des agents économiques et résulte du processus de répartition primaire, qui rémunère la participation des différents facteurs de production. Toutefois, l'existence d'inégalités dans la distribution initiale des revenus rend nécessaire l'intervention de la redistribution, dont l'objectif est de réduire les écarts sociaux, de protéger les individus contre les risques économiques et sociaux et de garantir l'accès aux services essentiels.

L'investissement apparaît, quant à lui, comme un élément stratégique pour assurer la croissance économique et le développement des activités productives. En mobilisant une partie des revenus pour financer l'acquisition de biens durables, matériels ou immatériels, il permet d'accroître les capacités de production, d'améliorer la productivité et de renforcer la compétitivité des entreprises. Les différents modes de financement de l'investissement illustrent la diversité des stratégies utilisées pour soutenir l'expansion et la modernisation de l'appareil productif.

Ainsi, le revenu et l'investissement constituent deux fonctions économiques complémentaires. La distribution des revenus alimente la consommation et l'épargne, tandis que l'investissement transforme cette épargne en projets productifs créateurs de richesse. La compréhension de ces mécanismes est essentielle pour appréhender les fondements du développement économique et pour analyser, dans les chapitres suivants, les relations entre croissance, emploi et politiques économiques.

Exercices et auto-évaluation

I. QCM (Choix multiples)

Question 1 : Le revenu primaire des ménages peut provenir de :

- A. Salaires uniquement
- B. Dividendes et intérêts uniquement
- C. Salaires, dividendes, intérêts et loyers
- D. Subventions uniquement

Question 2 : La redistribution des revenus vise à :

- A. Augmenter la richesse des plus riches
- B. Réduire les inégalités et protéger contre les risques sociaux
- C. Supprimer le revenu des entreprises
- D. Favoriser uniquement l'investissement privé

Question 3 : L'investissement productif permet de :

- A. Consommer immédiatement les ressources
- B. Accroître les capacités de production et améliorer la productivité
- C. Réduire les revenus des ménages
- D. Distribuer les revenus de manière égale

Question 4 : Parmi les modes de financement de l'investissement, on trouve :

- A. Autofinancement, augmentation du capital, emprunt bancaire, émission de titres financiers
- B. Consommation, subventions, taxes
- C. Redistribution, impôt direct, prêt gratuit
- D. Salaires, loyers, dividendes

Question 5 : Un exemple d'investissement de modernisation est :

- A. Remplacer une machine usée par une nouvelle machine automatisée
- B. Acheter des produits alimentaires pour l'entreprise
- C. Distribuer les profits aux actionnaires
- D. Verser des salaires plus élevés

II. Questions d'analyse et réflexion

1. Pourquoi la répartition initiale des revenus peut-elle créer des inégalités dans la société ?
2. Donnez des exemples concrets de mécanismes de redistribution et expliquez leur rôle pour réduire les inégalités.
3. Comment une partie des revenus peut-elle être transformée en investissements productifs ?
4. Quels sont les effets possibles des investissements immatériels (recherche, formation, logiciels) sur la productivité d'une entreprise ?

Chapitre 05

Introduction

Le fonctionnement de l'économie repose sur l'organisation des échanges entre les agents, qui s'effectuent sur différents types de marchés. Le marché est un espace, réel ou virtuel, où se rencontrent l'offre et la demande pour déterminer les prix et les quantités échangées. Il regroupe des acteurs variés — producteurs, consommateurs, salariés, institutions financières — et peut concerner des biens, des services, le travail, des capitaux ou des devises.

La formation des prix résulte de l'interaction entre l'offre et la demande. La loi de l'offre et de la demande explique comment les variations de prix influencent les quantités offertes et demandées, et comment se forme le prix d'équilibre lorsque l'offre égale la demande. Ce mécanisme permet de comprendre la sélection des producteurs et des consommateurs ainsi que les ajustements vers l'équilibre.

Enfin, les marchés diffèrent par leur structure — nombre de vendeurs et d'acheteurs, degré de concurrence, homogénéité des produits — ce qui influence le comportement des agents et la fixation des prix. Ce chapitre présente la notion de marché, ses classifications, le rôle de l'offre et de la demande dans la fixation des prix, ainsi que les principales structures de marché et leurs effets sur la concurrence et les choix des acteurs économiques.

1. Qu'est-ce que le marché

Le marché peut être défini comme un espace, réel ou immatériel, au sein duquel s'organisent les échanges entre agents économiques. Ces agents comprennent, d'une part, les offreurs qui proposent des biens ou des services et, d'autre part, les demandeurs qui expriment un besoin et cherchent à s'en procurer. L'ensemble de ces interactions constitue un réseau d'échanges économiques¹.

Les échanges peuvent s'effectuer dans un cadre physique, impliquant un contact direct entre les acteurs (par exemple les marchés locaux ou traditionnels), ou dans un cadre immatériel, lorsque les interactions sont médiatisées et ne nécessitent pas de présence physique, comme c'est le cas des marchés financiers ou du commerce électronique.

2. Classifications des marchés

Dans une économie, les échanges ne portent pas tous sur les mêmes objets. Selon la nature du bien ou du service échangé, on distingue plusieurs grands marchés économiques. Chacun de ces marchés correspond à un type spécifique d'échange entre les agents économiques².

2.1. Le marché des biens et des services concerne l'échange de biens matériels et de services immatériels. Les ménages et les entreprises y achètent des biens et des services auprès des producteurs, qu'il s'agisse d'entreprises ou d'administrations.

2.2. Le marché du travail repose sur l'échange de la force de travail. Les ménages offrent leur travail aux entreprises et aux administrations, qui le rémunèrent par un salaire.

2.3. Le marché financier (ou marché des capitaux) est le lieu d'échange de biens financiers, tels que les actions ou les obligations. Ces titres financiers ont un prix, appelé cours pour les actions.

2.4. Le marché des devises est dédié à l'échange des monnaies étrangères contre la monnaie nationale. Les biens échangés sont ici des devises, et les principaux acteurs sont les banques, les entreprises et les ménages.

3. La loi de l'offre et de la demande et le prix d'équilibre

3.1. La loi de l'offre et de la demande

¹ Brémond, J., & Salort, M.-M. (1986). Initiation à l'économie : Les concepts de base, les techniques, les grands économistes. Paris : Hatier, p.19.

² <file:///C:/Users/MicroMedia/Downloads/5339c275bd86a.pdf>, consulté le 16 02 2026 à 10h07

La loi de l'offre et de la demande est un principe fondamental de l'analyse économique. Elle correspond aux mouvements opposés de l'offre et de la demande lorsqu'il y a une variation du prix : une hausse du prix tend à accroître les quantités offertes et à réduire les quantités demandées, tandis qu'une baisse du prix produit l'effet inverse. Ce principe explique la manière dont se forment les prix et les quantités échangées sur un marché.

À partir de cette relation inverse entre prix, offre et demande, le marché fonctionne selon un processus d'ajustement progressif, rendu possible par la concurrence entre les producteurs. Lorsque le prix du marché s'écarte du prix d'équilibre, des déséquilibres apparaissent et déclenchent des modifications de comportement de la part des agents économiques.

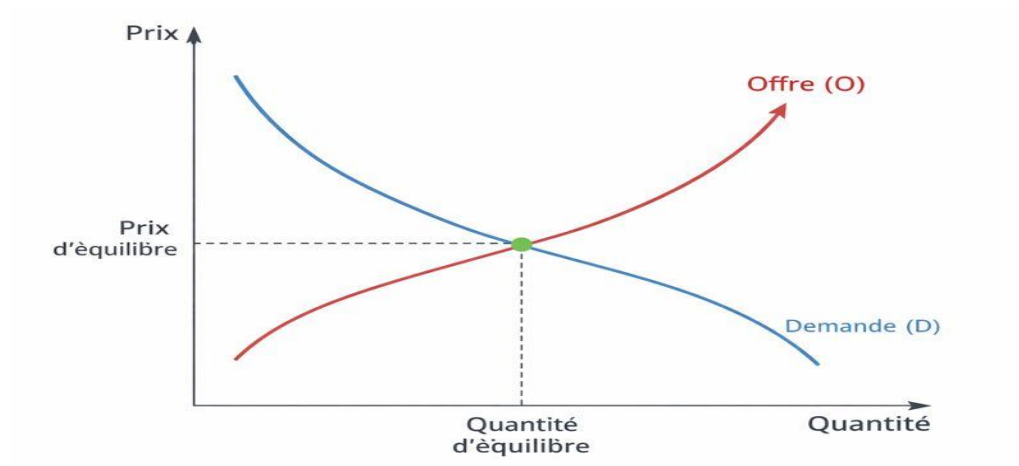
Si le prix est supérieur au prix d'équilibre, l'offre devient excédentaire par rapport à la demande. Les producteurs accumulent alors des stocks et sont incités à réduire leurs prix afin d'écouler leur production. Cette baisse des prix entraîne simultanément une diminution de l'offre et une augmentation de la demande. À l'inverse, lorsque le prix est inférieur au prix d'équilibre, la demande excède l'offre, ce qui exerce une pression à la hausse sur les prix. Dans les deux cas, les ajustements successifs des prix et des quantités conduisent progressivement à l'équilibre du marché.

3.2. Le prix d'équilibre

L'offre et la demande réagissent de manière opposée aux variations de prix. L'offre est une fonction croissante du prix : lorsque le prix augmente, les producteurs sont incités à offrir des quantités plus importantes. À l'inverse, la demande est une fonction décroissante du prix : une hausse du prix réduit la quantité demandée par les consommateurs. De cette opposition résulte l'existence d'un niveau de prix particulier pour lequel la quantité offerte est égale à la quantité demandée³.

³ https://www.lafinancepourtous.com/IMG/pdf/9_Module2_Marche_et_Prix_2.pdf, consulté le: 16 02 2026 à 10h13.

Figure 04 : La courbe de l'offre et de la demande



Source : Elaboré par l'auteure

À ce niveau de prix, le marché est en situation d'équilibre. Toutes les quantités offertes trouvent des acheteurs et l'ensemble des quantités demandées peut être satisfait. Ce prix est appelé prix d'équilibre. Les consommateurs qui parviennent à acheter le bien sont ceux dont la disposition à payer est supérieure ou égale au prix d'équilibre. En revanche, les consommateurs disposant d'une contrainte budgétaire plus forte, et qui n'acceptent d'acheter qu'à un prix inférieur, sont exclus du marché.

Du côté de l'offre, seuls les producteurs dont les coûts de production sont inférieurs ou égaux au prix d'équilibre restent présents sur le marché. Les producteurs dont les coûts sont supérieurs à ce prix ne peuvent pas couvrir leurs dépenses et sont conduits à se retirer du marché. L'équilibre du marché sélectionne ainsi les offreurs les plus efficaces, c'est-à-dire ceux qui réalisent un profit⁴.

4. La structure de marché

La structure du marché désigne l'organisation spécifique d'un marché et les conditions dans lesquelles s'effectuent les échanges. Elle prend en compte des caractéristiques essentielles, telles que le nombre de vendeurs et d'acheteurs, ainsi que la nature de la concurrence entre les agents économiques. Chaque type de structure de marché est régi par des règles et des

⁴ Arena, R., Froeschle, C., & Torre, D. (1988). Formation des prix et équilibre classique : Un examen préliminaire. *Revue économique*, 39(6), 1097–1118.

dynamiques propres, qui influencent le comportement des entreprises et leur manière de fixer les prix⁵.

Parmi les principales structures, on distingue :

- ❖ Le monopole,
- ❖ Le monopole bilatéral,
- ❖ L'oligopole,
- ❖ Le monopsonne,
- ❖ La concurrence parfaite.

Tableau 01 : Les différentes structures du marché

| Vendeur Acheteur | Un seul | Quelques Uns | Nombreux |
|---------------------|--------------------|--------------|------------------------------|
| Un seul | Monopole bilatéral | | Monopsonne |
| Quelques Uns | | Oligopole | |
| Nombreux | Monopole | | Concurrence Pure et parfaite |

Source : https://ics.utc.fr/innovente/docs_gt/livrables/res/exemple_opale.eWeb/co/3_2_c4.htm
 1. Consulté le 18 02 2026 à 10h04

Le tableau présente les différentes structures de marché selon le nombre d'offreurs (vendeurs) et de demandeurs (acheteurs). Le nombre d'agents présents sur un marché influence directement la manière dont les prix sont fixés et le degré de concurrence.

Lorsqu'il y a un seul offreur et plusieurs demandeurs, on parle de monopole. L'entreprise est seule à vendre le produit et peut donc exercer une influence importante sur le prix.

À l'inverse, lorsqu'il y a un seul demandeur face à plusieurs offreurs, on parle de monopsonne.

Dans ce cas, c'est l'acheteur qui dispose d'un pouvoir de négociation plus important.

Le monopole bilatéral correspond à la situation où un seul offreur fait face à un seul demandeur.

Le prix dépend alors d'une négociation entre les deux parties, car chacune détient un certain pouvoir.

⁵ Ezenekwe, R. U., & Uzonwanne, M. C. (2018). Market structure (Chap. 7). In Economics study material (pp. 113–124). Amaka Dreams Ltd, https://www.researchgate.net/publication/337399007_MARKET_STRUCTURE.

Lorsque le marché comprend quelques offreurs et plusieurs demandeurs, on parle d'oligopole. Les entreprises sont peu nombreuses et doivent tenir compte des décisions de leurs concurrents lorsqu'elles fixent leurs prix ou leurs quantités.

Enfin, lorsqu'il existe plusieurs offreurs et plusieurs demandeurs, on se rapproche de la concurrence. Dans ce cas, aucun acteur ne peut influencer seul le prix, qui résulte de la rencontre globale entre l'offre et la demande.

Ainsi, la structure du marché permet de comprendre comment se répartit le pouvoir économique entre vendeurs et acheteurs et comment se déterminent les prix.

5. La concurrence pure et parfaite

Le modèle de la concurrence pure et parfaite (CPP) est un modèle économique qui explique comment les prix et les quantités sont fixés sur un marché et comment les entreprises se comportent. Il repose sur des règles simples que doivent respecter les marchés pour fonctionner « idéalement ».

Ce modèle repose sur cinq conditions principales⁶ :

❖ **L'atomicité du marché** : il y a beaucoup d'acheteurs et de vendeurs sur le marché. Aucun d'eux n'est assez puissant pour influencer le prix ou la production.

❖ **L'homogénéité des produits** : tous les produits sont considérés identiques par les consommateurs. Ils choisissent simplement en fonction du prix, pas d'une marque ou d'une entreprise.

❖ **La libre entrée sur le marché** : toute entreprise peut commencer à produire et vendre sur le marché sans obstacle. Les entreprises déjà présentes ne peuvent empêcher de nouveaux concurrents d'arriver.

Ces trois premières conditions définissent la concurrence pure, c'est-à-dire un marché sans monopole.

❖ **La transparence** : tous les acheteurs et vendeurs connaissent parfaitement les prix et les caractéristiques des produits. Personne ne peut profiter d'une information cachée pour manipuler le marché.

❖ **La libre circulation des facteurs de production** : le travail et le capital peuvent se déplacer librement pour aller là où ils sont le mieux rémunérés.

⁶ Brun, J.-P., & Mourey, D. (2022). Spécialité sciences économiques et sociales en fiches – Première. France : Ellipses.p.09.

Conclusion

En conclusion, le marché constitue le lieu où se rencontrent l'offre et la demande, permettant de déterminer les prix et les quantités échangées. Le prix d'équilibre résulte de l'ajustement naturel entre ces deux forces et reflète l'allocation des ressources dans l'économie.

L'analyse des différents types de marchés et de leurs mécanismes de formation des prix permet de mieux comprendre le rôle des acteurs économiques et le fonctionnement global des échanges. Elle montre comment les décisions des producteurs et des consommateurs interagissent pour organiser la production, la distribution et la consommation des biens et services.

Exercices et auto-évaluation

I. QCM (Choix multiples)

Question 1 : Le marché se définit comme :

- A. Un lieu où seuls les biens matériels sont échangés
- B. Un espace réel ou virtuel où se rencontrent l'offre et la demande
- C. Un réseau social pour consommateurs
- D. Un système où les prix sont imposés par l'État

Question 2 : Le marché financier concerne principalement :

- A. L'échange de biens et services
- B. L'échange de devises étrangères
- C. L'échange de titres financiers comme les actions et obligations
- D. L'échange de travail

Question 3 : Selon la loi de l'offre et de la demande :

- A. Une hausse du prix réduit l'offre et augmente la demande
- B. Une baisse du prix réduit la demande et augmente l'offre
- C. Une hausse du prix augmente l'offre et réduit la demande
- D. Le prix reste toujours fixe

Question 4 : Le prix d'équilibre correspond à :

- A. La situation où l'offre est supérieure à la demande
- B. La situation où la demande est supérieure à l'offre
- C. Le prix auquel la quantité offerte égale la quantité demandée
- D. Le prix imposé par l'État

Question 5 : Le monopole se caractérise par :

- A. Un seul vendeur face à plusieurs acheteurs
- B. Plusieurs vendeurs face à plusieurs acheteurs
- C. Un seul acheteur face à plusieurs vendeurs
- D. Quelques vendeurs face à plusieurs acheteurs

Question 6 : La concurrence pure et parfaite suppose que :

- A. Les produits sont différenciés
- B. Il y a peu d'acheteurs et de vendeurs

C. Les informations sur les prix et les produits sont transparentes

D. Les barrières à l'entrée sont élevées

II. Questions d'analyse et de réflexion

1. Expliquez la différence entre un marché réel et un marché virtuel, en donnant un exemple concret pour chacun.
2. Pourquoi le prix d'équilibre est-il important pour les producteurs et les consommateurs ?
3. Donnez un exemple de marché des biens et services, de marché du travail et de marché des devises. Expliquez leurs différences.
4. Comment la loi de l'offre et de la demande explique-t-elle la formation des prix ?
5. Comparez le monopole, l'oligopole et la concurrence parfaite en termes de nombre de vendeurs, de pouvoir sur le prix et d'effet sur le consommateur.
6. Selon vous, quelles conditions du modèle de la concurrence pure et parfaite sont les plus difficiles à respecter dans la réalité ? Justifiez votre réponse.

Chapitre 06

Introduction

La croissance économique occupe une place centrale dans l'analyse économique, car elle permet d'apprécier l'évolution de la production de richesses au sein d'une économie sur une période donnée. Elle constitue un indicateur essentiel pour comprendre la dynamique de l'activité économique, l'utilisation des facteurs de production et les transformations structurelles des économies dans le temps.

L'étude de la croissance économique repose principalement sur l'analyse du Produit Intérieur Brut (PIB), qui mesure la valeur ajoutée créée par l'ensemble des unités productives d'un territoire. Toutefois, la croissance ne se limite pas à sa mesure statistique : elle soulève également des enjeux majeurs liés à l'emploi, à l'investissement, à la productivité et à l'organisation du système productif.

Ce chapitre a pour objectif de définir la notion de croissance économique, d'en présenter les modes de mesure, d'en analyser les principaux enjeux, les formes qu'elle peut prendre ainsi que les facteurs fondamentaux qui la déterminent. Il permettra ainsi aux étudiants de mieux comprendre les mécanismes à l'origine de l'augmentation durable de la production et les conditions nécessaires à son maintien dans le temps.

1. Définition de la croissance économique

La croissance économique désigne une augmentation durable de la production de biens et de services réalisée par une économie au cours du temps. Il s'agit d'un phénomène quantitatif, car elle mesure la variation des quantités produites, et non une amélioration de la qualité de vie. Elle est généralement évaluée en comparant le PIB réel d'une économie entre deux périodes, le plus souvent d'une année à l'autre¹.

2. Mesure de la croissance économique

La croissance économique correspond à l'augmentation durable de la production de richesses au sein d'une économie. Elle est mesurée à partir de l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB), tel que défini par INSEE. Le PIB représente, pour une année et un territoire donné, la somme des valeurs ajoutées créées par l'ensemble des unités productives implantées sur le sol national, qu'elles soient de nationalité nationale ou étrangère.

La valeur ajoutée constitue l'indicateur central de cette mesure. Elle correspond à la richesse réellement créée par une entreprise au cours du processus de production. Elle se calcule comme la différence entre la valeur de la production finale et celle des consommations intermédiaires, c'est-à-dire les biens et services utilisés et transformés durant la production. Dans l'industrie, par exemple, la valeur ajoutée ne réside pas dans la simple existence des pièces composant un bien final, mais dans leur transformation et leur assemblage, qui traduisent le savoir-faire productif mobilisé.

Le PIB est composé de deux éléments complémentaires. D'une part, le PIB marchand, qui regroupe les valeurs ajoutées issues des activités productives vendant leurs biens et services sur un marché à un prix économiquement significatif. D'autre part, le PIB non marchand, qui correspond à la production de services collectifs tels que l'éducation, la justice ou la défense. Ces services étant fournis gratuitement ou à un prix très faible, leur valeur ajoutée ne peut être évaluée selon les règles du marché ; elle est donc mesurée, par convention, à partir de leurs coûts de production, notamment les rémunérations des agents publics².

Une fois le PIB calculé pour une année donnée, la croissance économique est mesurée comme le taux de variation du PIB entre deux périodes successives. Une croissance de 1,7 % signifie

¹ OCDE. (2004). Comprendre la croissance économique. Éditions OCDE.

² Baudin, T., & de la Croix, D. (2015). La croissance économique (IRES Discussion Paper No. 2015-021). Institut de Recherches Économiques et Sociales.

ainsi que le niveau de production de richesses d'une année est supérieur de 1,7 % à celui de l'année précédente.

Il convient enfin de souligner que la croissance économique ne mesure pas un niveau de richesse, mais son évolution dans le temps. Cette évolution peut être positive, nulle ou négative, traduisant respectivement une augmentation, une stagnation ou une diminution de la production globale de richesses au sein de l'économie.

3. Enjeux de la croissance économique

La croissance économique, entendue comme l'augmentation durable de la production, constitue un objectif central des économies modernes. Elle ne se limite cependant pas à une simple hausse quantitative du PIB, mais soulève des enjeux multiples liés au fonctionnement du système productif, à l'emploi et à la dynamique globale de l'activité économique³.

3.1. La croissance résulte de la combinaison des facteurs travail et capital

La croissance économique repose sur l'utilisation conjointe du facteur travail, c'est-à-dire la main-d'œuvre mobilisée dans le processus productif, et du facteur capital, qui regroupe les équipements, les machines, les infrastructures et les technologies utilisées pour produire. L'augmentation quantitative ou qualitative de ces facteurs permet d'accroître les capacités de production de l'économie et constitue le fondement même de la croissance.

Elle permet une augmentation de la production, des ressources mobilisées et des investissements

La croissance se traduit par une hausse du volume de biens et de services produits. Cette augmentation implique une mobilisation plus importante des ressources économiques (travail, capital, matières premières) ainsi qu'un développement des investissements. Les investissements jouent un rôle central, car ils permettent de moderniser l'appareil productif, d'améliorer l'efficacité des entreprises et de soutenir durablement l'expansion de la production.

3.2. La favorisation de la création d'emplois et soutient l'activité économique

L'augmentation de la production nécessite généralement une main-d'œuvre plus abondante, ce qui conduit à la création d'emplois. En réduisant le chômage et en augmentant les revenus distribués, la croissance stimule l'ensemble de l'activité économique. Les entreprises voient leurs débouchés s'élargir, ce qui renforce la dynamique globale de l'économie.

³ Matelly, S. (2015). La croissance économique est-elle encore possible ? Est-elle encore souhaitable ? Qu'en est-il de l'Europe ? Études sur la mort, 148, 55–66. <https://doi.org/10.3917/eslm.148.0055>

3.3. L'amélioration de la productivité contribue à l'augmentation des salaires et stimule la consommation, renforçant ainsi la dynamique de croissance

Les gains de productivité signifient que chaque travailleur produit davantage de richesses. Ces gains peuvent être partiellement redistribués sous forme d'augmentations de salaires, ce qui accroît le pouvoir d'achat des ménages. La hausse de la consommation qui en résulte soutient la demande globale et encourage les entreprises à produire davantage, alimentant ainsi un cercle vertueux de croissance économique.

4. Les différents types de croissance économique

La croissance économique peut se manifester selon des modalités distinctes, qui reflètent la manière dont une économie mobilise et exploite ses ressources. On distingue principalement deux types de croissance :

4.1. La croissance extensive : ce type de croissance se caractérise par l'expansion quantitative des facteurs de production. Concrètement, elle résulte de l'augmentation de la main-d'œuvre, de l'accumulation de capital physique ou de l'exploitation plus intensive des ressources naturelles. L'économie croît donc en « ajoutant » davantage de ressources, sans nécessairement améliorer l'efficacité de leur utilisation. Bien que cette approche puisse générer une croissance rapide à court terme, elle présente des limites en termes de durabilité et de rendement marginal des ressources.

4.2. La croissance intensive : à l'inverse, la croissance intensive repose sur l'amélioration qualitative de l'utilisation des facteurs de production existants. Elle se traduit par l'innovation technologique, l'optimisation des processus productifs, la formation et le développement du capital humain, ainsi que l'amélioration organisationnelle. L'objectif est d'accroître la productivité et l'efficacité globale de l'économie, permettant ainsi une croissance soutenable et durable, sans nécessiter une expansion proportionnelle des ressources matérielles ou humaines.

5. Dates importantes relatives à la croissance économique

L'histoire de la croissance économique peut être appréhendée à travers plusieurs périodes clés, chacune illustrant des transformations majeures dans les modes de production, l'organisation du travail et le développement des marchés. L'analyse de ces dates importantes permet de mieux comprendre la dynamique progressive de l'économie et l'impact des innovations techniques et institutionnelles sur la croissance à long terme.

5.1. La Première révolution industrielle : 1750–1840

Cette période marque une rupture majeure dans les modes de production avec l'introduction des machines à vapeur et la diffusion de la division du travail, notamment dans le textile, la métallurgie et les transports. Ces transformations entraînent une augmentation significative de la productivité du travail et une hausse des volumes produits. La croissance économique qui en résulte correspond à une première phase de croissance durable, fondée sur l'industrialisation et l'accumulation du capital. Toutefois, cette croissance demeure encore limitée dans son ampleur et ses effets positifs sont peu perceptibles à court terme pour une grande partie de la population.

5.2. La Deuxième révolution industrielle : 1890–1910

La seconde révolution industrielle se caractérise par l'utilisation de nouvelles sources d'énergie, en particulier l'électricité, ainsi que par le développement des moyens de transport et de communication. Ces innovations permettent une organisation plus efficace de la production et favorisent l'essor de la production de masse. La croissance économique s'accélère durant cette période, portée par des gains de productivité plus importants et par l'élargissement des marchés. Néanmoins, cette croissance reste marquée par une certaine instabilité et par des inégalités dans la répartition de ses bénéfices.

5.3. Les Trente Glorieuses : 1945–1975

Les Trente Glorieuses correspondent à une phase exceptionnelle de croissance économique soutenue et relativement stable dans les pays industrialisés. La reconstruction d'après-guerre, les investissements massifs, les progrès techniques et l'intervention de l'État contribuent à une forte augmentation de la production et de la productivité. La croissance économique devient alors un phénomène structurel, accompagné d'une création importante d'emplois et d'une amélioration généralisée du niveau de vie. Cette période illustre ainsi l'impact maximal de la croissance économique sur l'activité et le bien-être, bien qu'elle repose sur des conditions historiques particulières. Ces conditions tiennent notamment à la reconstruction d'après-guerre, au rattrapage technologique, à une démographie dynamique, à une énergie abondante et à une forte intervention de l'État dans l'économie, qui ont conjointement favorisé une croissance exceptionnelle.

6. Les facteurs de la croissance économique

La croissance économique dépend de facteurs variés qui influencent la production et l'innovation. Identifier ces éléments permet de comprendre pourquoi certaines économies prospèrent tandis que d'autres stagnent⁴.

6.1. L'accumulation du capital physique

Elle désigne l'augmentation du stock de biens de production, tels que les machines, les équipements, les bâtiments ou les infrastructures productives. Elle résulte principalement de l'épargne et de l'investissement. En accroissant les capacités de production de l'économie, l'accumulation du capital permet d'augmenter le volume de biens et de services produits. Toutefois, à long terme, son efficacité peut être limitée par des rendements décroissants si elle n'est pas accompagnée d'autres facteurs.

6.2. Le progrès technique

Il correspond à l'ensemble des innovations technologiques, organisationnelles et productives qui améliorent les méthodes de production. Il permet de produire davantage avec une même quantité de facteurs ou de réduire les coûts de production. Son rôle dans la croissance est central, car il accroît la productivité globale et rend possible une croissance durable, même lorsque l'accumulation du capital atteint ses limites.

6.3. Les externalités et l'accumulation des connaissances

Elles renvoient aux effets indirects, non intentionnels, des activités économiques sur l'ensemble des agents. Les connaissances, une fois produites, peuvent être partiellement diffusées et utilisées par d'autres acteurs sans être entièrement appropriées. Ces externalités positives favorisent la croissance en générant des rendements croissants, notamment par la diffusion de l'innovation, l'apprentissage collectif et les investissements en recherche et développement.

6.4. Le capital humain

Il désigne l'ensemble des compétences, des connaissances et des qualifications détenues par les individus. Il se construit à travers l'éducation, la formation et l'expérience professionnelle. En améliorant la qualité du travail, le capital humain accroît la productivité, facilite l'adoption des

⁴ Muet, P.-A. (1993). Croissance et cycles : Théories contemporaines. *Economica*.

nouvelles technologies et stimule l'innovation, contribuant ainsi directement à la croissance économique.

6.5. Les infrastructures publiques et les dépenses de recherche

Elles regroupent les investissements réalisés par l'État dans les transports, l'énergie, les télécommunications, ainsi que dans la recherche scientifique et technologique. Ces dépenses créent un environnement favorable à l'activité économique en réduisant les coûts, en améliorant l'efficacité des entreprises et en facilitant la diffusion des connaissances, ce qui soutient la croissance à long terme.

6.6. La répartition des revenus et les comportements de consommation et d'épargne

Ils renvoient à la manière dont les revenus sont distribués entre les agents économiques et à l'usage qui en est fait. Cette répartition influence le niveau global de l'épargne, qui conditionne l'investissement. En orientant les choix de consommation et d'épargne, elle joue donc un rôle indirect mais déterminant dans la dynamique de croissance.

6.7. Les externalités liées à l'innovation et à la productivité

Elles correspondent aux effets, positifs ou négatifs, générés par les activités innovantes sur l'ensemble de l'économie. Les innovations peuvent bénéficier à d'autres entreprises ou secteurs par des effets de diffusion et de réseau, renforçant la productivité globale et soutenant la croissance, tout en justifiant parfois une intervention publique pour encadrer ces effets.

6.8. Les facteurs liés à la politique économique

Ils englobent l'ensemble des décisions publiques en matière de régulation, de planification, d'incitation et de correction des externalités. En orientant l'accumulation des facteurs productifs, en soutenant l'investissement et en favorisant un cadre institutionnel stable, la politique économique peut accélérer ou freiner le rythme de la croissance.

Conclusion

En conclusion, la croissance économique correspond à l'augmentation durable de la production de biens et de services au sein d'une économie, mesurée principalement à travers l'évolution du PIB. Elle constitue un phénomène fondamental pour analyser la dynamique économique et les transformations des systèmes productifs.

L'étude de la croissance met en évidence son lien étroit avec la mobilisation des facteurs de production, l'investissement, les gains de productivité et le progrès technique. Elle peut prendre différentes formes, extensive ou intensive, selon que l'économie repose sur l'accumulation quantitative des ressources ou sur l'amélioration de leur efficacité.

Enfin, l'analyse des facteurs de la croissance montre que celle-ci résulte d'un processus complexe et cumulatif, associant capital physique, capital humain, innovation, infrastructures et politiques économiques. Comprendre ces mécanismes permet d'appréhender les conditions dans lesquelles une économie peut accroître durablement sa production et renforcer son potentiel productif à long terme.

Exercices et auto-évaluation

I. QCM (Choix multiples)

Question 1 : La croissance économique se définit comme :

- A. L'amélioration de la qualité de vie des habitants
- B. Une augmentation durable de la production de biens et services
- C. Une simple hausse des prix
- D. L'accumulation de richesses par les entreprises seulement

Question 2 : Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure :

- A. La richesse totale détenue par les ménages
- B. La valeur ajoutée créée par l'ensemble des unités productives sur un territoire
- C. Le revenu moyen des salariés
- D. La somme des dépenses publiques uniquement

Question 3 : Parmi les facteurs de croissance économique, on retrouve :

- A. La politique monétaire uniquement
- B. Le capital physique et le travail
- C. La météo et le climat uniquement
- D. Le nombre d'exportations seulement

Question 4 : La croissance extensive se caractérise par :

- A. L'amélioration qualitative de l'utilisation des ressources
- B. L'expansion quantitative des facteurs de production
- C. Une augmentation de la productivité sans investissement supplémentaire
- D. La diffusion des innovations technologiques

Question 5 : La croissance intensive repose sur :

- A. L'augmentation du capital physique uniquement
- B. L'accroissement du nombre de travailleurs sans changement technologique
- C. L'amélioration de la productivité par l'innovation et l'optimisation des processus
- D. L'exploitation maximale des ressources naturelles

Question 6 : Les Trente Glorieuses correspondent à :

- A. Une période de stagnation économique après la Seconde Guerre mondiale
- B. Une phase de croissance économique soutenue et stable dans les pays industrialisés
- C. La Première révolution industrielle

D. La période de crise économique mondiale des années 1930

Question 5 : Le progrès technique contribue à la croissance économique en :

- A. Remplaçant le capital humain par des machines uniquement
- B. Améliorant l'efficacité des processus de production et augmentant la productivité
- C. Réduisant la production pour limiter l'inflation
- D. Accroissant uniquement la quantité de travail

II. Questions d'analyse et de réflexion

1. Expliquez la différence entre la croissance extensive et la croissance intensive, en donnant un exemple concret pour chacune.
2. Comment l'accumulation du capital physique et le progrès technique contribuent-ils à la croissance ? Donnez un exemple pratique pour chaque facteur.
3. En quoi le capital humain est-il un élément central pour une croissance économique ?
4. Comparez l'impact de la Première et de la Deuxième révolution industrielle sur la croissance économique. Quelles différences majeures peut-on relever ?

Chapitre 07

Introduction

L'organisation de l'activité économique ne se limite pas à la simple production de biens et de services ; elle dépend de manière étroite des sociétés dans lesquelles elle s'inscrit, des contextes historiques, des choix politiques et sociaux, ainsi que des institutions qui régissent la vie économique. Face à la rareté des ressources et à la diversité des besoins, chaque société met en place un système économique particulier, reposant sur un ensemble de règles, d'institutions et de mécanismes de coordination destinés à organiser la production, à allouer les ressources et à distribuer les revenus.

Ces systèmes déterminent également le rôle de l'État dans la régulation de l'économie, l'encadrement des marchés et la garantie de certains objectifs sociaux tels que l'emploi, la croissance, la stabilité et la justice sociale. Comprendre le fonctionnement d'un système économique implique donc d'analyser non seulement les structures de production et de répartition, mais aussi les interactions entre les agents économiques et les institutions qui orientent leurs décisions.

Ce chapitre vise à définir clairement la notion de système économique, à présenter ses principales fonctions et à examiner les grands types de systèmes existants — économie de marché, économie planifiée et économie mixte — en mettant en évidence leurs caractéristiques essentielles, leurs modes d'organisation et l'influence de l'État dans chacun de ces modèles. Cette approche permet d'appréhender la diversité des systèmes économiques à travers le temps et l'espace, ainsi que les choix stratégiques qui orientent le développement économique et social des sociétés.

1. Définition d'un système économique

Un système économique désigne l'ensemble organisé des institutions, des règles et des acteurs mis en place par une société afin d'assurer l'utilisation et l'allocation des ressources disponibles pour satisfaire les besoins de la population.

Il repose sur l'interaction entre différents agents économiques — notamment les producteurs et les consommateurs — dont les activités sont coordonnées pour répondre à la demande de biens et de services.

Le système économique comprend également un ensemble d'institutions fondamentales, telles que la monnaie, l'État, les entreprises et les marchés, qui encadrent et régulent les échanges économiques. Ces institutions évoluent au fil du temps afin d'assurer le bon fonctionnement de l'économie et son adaptation aux transformations sociales et économiques¹.

2. Les différentes fonctions d'un système économique

Les fonctions d'un système économique peuvent être comprises à travers les problèmes fondamentaux qu'il doit résoudre et les mécanismes qu'il met en place pour organiser l'activité économique. Tout système économique a pour finalité d'assurer une utilisation rationnelle des ressources rares afin de répondre aux besoins de la société. Ces fonctions peuvent être synthétisées comme suit² :

2.1. Résoudre les problèmes économiques fondamentaux

Tout système économique est confronté à trois questions essentielles liées à la rareté des ressources :

Que produire ?

Il s'agit de déterminer la nature des biens et services à produire ainsi que leurs quantités, en fonction des besoins de la population et des ressources disponibles.

Comment produire ?

¹ Prashanth, J., Guledagudda, S. S., & Rakesh, B. L. (2025). Economic systems: Concepts of economy and its functions, important features of capitalistic, socialistic and mixed economies, elements of economic planning. In *Fundamentals of Agricultural Economics* (Vol. 2, Chap. 13, pp. 175–190). University of Agricultural Sciences, Dharwad, Karnataka, India.

² Prashanth J., Dr. S. S. Guledagudda, & Rakesh B. L. (n.d.). *Fundamentals of Agricultural Economics Vol-2*. Pages 1–16.

Cette question concerne le choix des techniques, des technologies et des méthodes de production permettant d'utiliser les ressources de manière efficace et optimale.

Pour qui produire ?

Elle renvoie aux modalités de répartition des biens et services produits entre les individus, selon les revenus, les ressources détenues ou des critères sociaux définis par la collectivité.

2.2. Assurer l'allocation des ressources

Le système économique a pour fonction d'organiser la répartition des ressources rares — telles que le travail, le capital et la terre — entre les différentes activités productives, afin de maximiser la satisfaction des besoins individuels et collectifs.

2.3. Organiser la production et les échanges

Il définit les règles et les structures permettant de produire les biens et services et d'en assurer la circulation. Cette organisation repose sur des institutions économiques essentielles, comme la monnaie, les marchés ou, dans certains cas, des mécanismes de planification.

2.4. Répartir les revenus et les produits

Le système économique détermine la manière dont les revenus issus de la production (salaires, profits, rentes) et les biens produits sont distribués au sein de la société, selon des critères économiques ou sociaux, tels que l'effort productif, la propriété des ressources ou la recherche d'équité.

2.5. Coordonner les décisions économiques

Il permet d'assurer la cohérence entre les décisions des différents agents économiques. Dans une économie de marché, cette coordination repose principalement sur le mécanisme des prix, tandis que dans d'autres systèmes, elle peut être assurée par des décisions centralisées, afin d'éviter les déséquilibres comme les pénuries ou la surproduction.

2.6. Favoriser la stabilité et la croissance économique

Le système économique vise à maintenir un certain équilibre macroéconomique, notamment en limitant l'inflation, le chômage et les crises économiques, tout en créant les conditions nécessaires à une croissance économique durable.

2.7. Répondre aux besoins sociaux et améliorer le bien-être

Enfin, un système économique a pour objectif fondamental de satisfaire les besoins essentiels de la population, d'améliorer le niveau et la qualité de vie, et de promouvoir une certaine justice sociale au sein de la société.

3. Les différents types des systèmes économiques

Dans toutes les sociétés, l'organisation de l'activité économique ne se fait pas de la même manière. C'est pourquoi, dans ce point, nous aborderons les différents types de systèmes économiques, en présentant les principales formes d'organisation adoptées par les pays pour répondre aux questions fondamentales de l'économie. Cette approche permettra de mieux comprendre la diversité des modes de fonctionnement économiques.

3.1. Le système d'économie de marché ou capitaliste

3.1.1. Définition

Le système capitaliste est un système économique dans lequel les moyens de production sont majoritairement détenus par des acteurs privés. Les décisions relatives à la production, à l'échange et à l'utilisation des ressources sont prises de manière décentralisée, principalement par le biais des marchés. Dans ce système, le travail est rémunéré sous forme de salaire et le mécanisme des prix joue un rôle central dans la coordination des activités économiques et dans l'allocation des ressources. L'État peut intervenir dans l'économie, mais cette intervention varie selon les pays et les périodes, sans remettre en cause le rôle fondamental du marché et de la propriété privée³.

3.1.2. Caractéristiques

a. Propriété privée

La propriété privée constitue un pilier du système capitaliste. Tous les facteurs de production ; terres, travail, capital ; appartiennent à des acteurs privés qui peuvent les gérer librement. Cette propriété leur donne le droit de vendre, louer ou transmettre leurs biens, garantissant ainsi la continuité de la possession privée et favorisant l'accumulation de richesse et d'investissement.

b. Liberté d'entreprise

La liberté d'entreprise permet aux individus de choisir leur activité économique et de créer ou gérer leurs propres entreprises. Elle englobe également la liberté de conclure des contrats,

³ Scott, B. R. (2006). The Political Economy of Capitalism (Harvard Business School Working Paper No. 07-037). Harvard Business School

d'acheter et de vendre des biens et services, offrant ainsi aux acteurs économiques un large espace d'initiative et d'innovation.

c. Liberté de choix

La liberté de choix place le consommateur au centre du système capitaliste. Chaque individu peut orienter ses dépenses selon ses préférences, et ce sont ces choix qui guident la production des biens et services. La demande des consommateurs devient ainsi le principal moteur des décisions économiques.

d. Production sans planification centrale

Dans un système capitaliste, la production est organisée de manière décentralisée, sans planification centralisée par l'État. Les décisions des producteurs sont guidées par la recherche du profit et par les signaux envoyés par les prix, ce qui permet d'allouer efficacement les ressources selon les besoins du marché.

e. Rôle important de la monnaie

La monnaie joue un rôle central en facilitant les échanges et en permettant d'évaluer la valeur des biens et services. Elle sert de référence pour orienter les décisions de production et de consommation et contribue à la coordination des activités économiques.

f. Rôle du mécanisme des prix

Le mécanisme des prix, déterminé par l'offre et la demande, constitue le principal instrument de régulation de l'économie. Les prix signalent aux producteurs ce qu'il est rentable de produire et aux consommateurs ce qu'il est intéressant d'acheter. La concurrence stimule l'innovation et l'efficacité des entreprises.

g. Liberté du marché

La liberté du marché signifie que la production, la distribution, la fixation des prix et les échanges sont principalement régulés par les forces du marché. Ce mécanisme permet à l'économie de s'auto-organiser, tout en laissant la possibilité à l'État d'intervenir ponctuellement sans compromettre le rôle central du marché.⁴

⁴ Scott, B. R. (2006). The Political Economy of Capitalism (Harvard Business School Working Paper No. 07-037). Harvard Business School

3.1.3. Rôle de l'État et mode d'intervention

Dans une économie capitaliste, l'État peut jouer différents rôles pour encadrer et soutenir le fonctionnement des marchés. Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les principaux rôles de l'État ainsi que ses modes d'intervention, qu'ils soient directs ou indirects.

Tableau 02: Modes d'intervention de l'État dans une économie capitaliste

| Rôles de l'État | Intervention directe | Intervention indirecte |
|-----------------------------|---|---|
| Rôle administratif | – Exploiter les entreprises publiques (entreprises publiques/EP) – Entretenir les infrastructures | – Faire appliquer les lois et les règlements |
| Rôle entrepreneurial | – Prendre possession de biens (nationalisation) – Acheter, vendre ou développer des entreprises publiques – Construire de nouvelles infrastructures | – Adopter de nouvelles lois – Émettre de nouvelles réglementations |

Source: Scott, B. R. (2006). The Political Economy of Capitalism (Harvard Business School Working Paper No. 07-037). Harvard Business School

Dans une économie capitaliste, ou économie de marché, l'État peut intervenir de deux façons pour soutenir le fonctionnement de l'économie. De manière directe, il peut gérer des entreprises publiques, construire des infrastructures ou prendre certains biens, ce qui agit directement sur la production et l'investissement. De manière indirecte, il fixe des lois et des règles qui encadrent les activités économiques sans intervenir sur la production elle-même. Ces deux types d'intervention permettent à l'État de garantir le bon fonctionnement des marchés et d'orienter l'économie vers l'intérêt général.

3.2. Le système de l'économie planifiée

3.2.1. Définition

Une économie planifiée est un système économique dans lequel l'État détient et contrôle l'essentiel des moyens de production. La production est organisée de manière centralisée afin de coordonner les activités économiques et de maximiser l'utilisation des ressources, notamment en exploitant pleinement les économies d'échelle. Cependant, l'absence de concurrence et la concentration de la propriété peuvent limiter les incitations individuelles à l'effort, ce qui peut réduire l'efficacité du travail et freiner la croissance économique.

3.2.2. Caractéristiques

Dans une économie planifiée, l'État organise et coordonne l'ensemble de l'activité économique. Les caractéristiques suivantes en découlent et permettent de comprendre le fonctionnement de ce système⁵.

– **Propriété collective**

Dans une économie planifiée, tous les facteurs de production — terres, main-d'œuvre, capital et entreprises — appartiennent à l'État ou à la société dans son ensemble. La propriété privée des moyens de production est donc généralement absente ou très limitée, ne se retrouvant que dans le cadre de possessions personnelles mineures telles que les vêtements, les meubles ou les biens domestiques.

– **Planification économique centralisée**

La planification économique est organisée de manière centralisée. Un organisme ou une autorité centrale élabore un plan global qui fixe les niveaux de production, les quantités à distribuer et les prix. Les décisions concernant l'allocation des ressources et les objectifs économiques sont prises par le gouvernement ou les planificateurs centraux, et non par les interactions du marché.

– **Absence de propriété privée**

La quasi-totalité des moyens de production est collective, ce qui signifie que la propriété privée est très limitée, voire inexistante. Seules certaines possessions personnelles sont autorisées, tandis que les ressources productives essentielles appartiennent à l'ensemble de la société ou à l'État.

– **Rôle limité du mécanisme de prix**

Dans ce système, les prix ne reflètent pas directement l'offre et la demande. Ils sont fixés par l'État ou les planificateurs et servent principalement d'instruments de régulation économique, plutôt que de signaux pour orienter les décisions de production ou de consommation.

– **Absence ou faible rôle du profit**

La recherche du profit n'est pas l'objectif principal. Les acteurs économiques sont motivés par la réalisation des objectifs fixés par le plan central, tels que la croissance économique, la stabilité et la satisfaction des besoins collectifs. Le profit individuel est donc secondaire.

⁵ Chavance, B. (1990). L'analyse des systèmes économiques socialistes et la problématique de la régulation. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 21(2), 135–151.

– **Priorité aux objectifs sociaux**

Le système planifié privilégie les objectifs sociaux par rapport à la maximisation du profit. Le développement économique, l'égalité sociale et la satisfaction des besoins de la population constituent des priorités centrales, reflétant une logique de bien-être collectif.

– **Assurance de l'accès aux nécessités**

L'économie planifiée cherche à garantir l'accès de tous aux besoins fondamentaux, comme l'alimentation, le logement, les soins de santé et l'éducation, afin de sécuriser le bien-être de la population et réduire les inégalités sociales.

– **Égalité économique et redistribution**

La réduction des disparités de revenus et de richesse est un objectif majeur. Des politiques de redistribution sont mises en œuvre pour assurer une répartition plus équitable des ressources et limiter les écarts économiques entre les individus et les groupes sociaux.

– **Efficiences économique accrue**

En théorie, la planification centralisée permet une utilisation rationnelle des ressources, évitant le gaspillage et orientant la production vers les besoins réels de la population. Cependant, cette efficacité dépend fortement de la qualité de la planification et de sa mise en œuvre.

– **Suppression des monopoles**

La propriété collective et la gestion centralisée du capital empêchent la concentration excessive du pouvoir économique. Les monopoles privés sont donc supprimés, ce qui théoriquement favorise une distribution plus équitable des richesses et du contrôle économique.

– **Stabilité des prix et des marchés**

La planification vise également à stabiliser les prix et à éviter les fluctuations économiques excessives. En régulant la production et la distribution, le système cherche à prévenir les crises cycliques et les phénomènes comme l'inflation ou la déflation, assurant ainsi une plus grande sécurité économique.

3.2.3. Rôle de l'État et mode d'intervention

Dans une économie planifiée, l'État joue un rôle central et déterminant dans l'organisation de l'activité économique. Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les principaux

rôles de l'État ainsi que ses modes d'intervention, qu'ils soient directs ou indirects, à travers lesquels il planifie, coordonne et contrôle l'ensemble des décisions économiques.

Tableau 03 : Modes d'intervention de l'État dans une économie planifiée

| Rôles de l'État | Intervention directe | Intervention indirecte |
|-----------------------------|--|--|
| Rôle administratif | <ul style="list-style-type: none"> – Élaborer et appliquer les plans économiques – Fixer les objectifs de production et de distribution – Gérer directement les entreprises publiques | <ul style="list-style-type: none"> – Établir les règles d'organisation du plan – Contrôler le respect des normes et des objectifs planifiés |
| Rôle entrepreneurial | <ul style="list-style-type: none"> – Posséder et exploiter les moyens de production – Créer, développer ou restructurer les entreprises publiques – Allouer les ressources (travail, capital, matières premières) | <ul style="list-style-type: none"> – Adapter les plans économiques – Réviser les priorités sectorielles en fonction des objectifs économiques et sociaux |

Source : Elaboré par l'auteure à partir de diverses lectures.

Dans une économie planifiée, l'organisation et la coordination de l'activité économique reposent principalement sur l'intervention de l'État. Celui-ci fixe les objectifs de production, gère directement les entreprises publiques et alloue les ressources selon les priorités définies par la planification. Parallèlement, il agit indirectement en établissant les règles, les normes et les orientations qui encadrent l'ensemble des décisions économiques. Ce mode de fonctionnement se distingue de l'économie de marché, car la coordination des activités ne dépend pas du mécanisme des prix, mais des choix stratégiques et planifiés des autorités publiques, visant à atteindre des objectifs économiques et sociaux déterminés.

3.3. Le système d'économie mixte

3.3.1. Définition

L'économie mixte désigne un système économique dans lequel la propriété et la gestion des moyens de production sont réparties entre le secteur public et le secteur privé. Elle repose simultanément sur la reconnaissance de la propriété privée et sur l'intervention de l'État, qui joue un rôle de régulation, de correction des déséquilibres et d'orientation de l'activité économique. Ce système cherche ainsi à tirer parti des mécanismes du marché propres au capitalisme, tout en intégrant certaines fonctions sociales et régulatrices généralement associées au socialisme⁶.

3.3.2. Caractéristiques

⁶ Prashanth J., Dr. S. S. Guledagudda, & Rakesh B. L. (n.d.). Fundamentals of Agricultural Economics Vol-2. Pages 1–16.

a. La participation financière directe des pouvoirs publics constitue un élément fondamental de l'économie mixte. Elle implique que l'État et/ou les collectivités locales détiennent directement une part du capital de l'entreprise concernée. Dans de nombreux cas, la participation publique est majoritaire, ce qui distingue ces structures des entreprises privées ou des filiales d'entreprises publiques régies exclusivement par le droit privé.

b. L'économie mixte repose sur une association institutionnalisée entre le secteur public et le secteur privé. Cette collaboration réunit des acteurs publics (État, collectivités territoriales) et des acteurs privés (entreprises ou investisseurs), au sein de structures dont le capital est partagé entre ces deux catégories d'agents économiques.

c. Sur le plan juridique, l'économie mixte se caractérise par un cadre hybride, combinant des règles relevant à la fois du droit public et du droit privé. Cette dualité juridique permet d'assurer une certaine souplesse de gestion tout en maintenant des mécanismes de contrôle et de responsabilité propres à l'action publique.

d. Les sociétés d'économie mixte poursuivent principalement des objectifs d'aménagement et de développement économique. Elles interviennent notamment dans la réalisation de projets d'infrastructure, la fourniture de services d'intérêt général ou la promotion du développement économique, tant à l'échelle locale que nationale (transports, énergie, immobilier, etc.).

e. L'économie mixte constitue également un instrument de politique économique. Elle permet à l'État d'intervenir dans des secteurs stratégiques, soit pour renforcer la présence publique, soit, dans un contexte de libéralisation ou de déréglementation, pour maintenir une forme d'influence publique à travers des partenariats avec le secteur privé.

f. Enfin, l'économie mixte se décline sous des formes variées, tant du point de vue juridique que sectoriel. Les modalités de participation publique diffèrent selon les cadres légaux, allant de sociétés à majorité publique à des structures où la participation de l'État est minoritaire, mais juridiquement encadrée.⁷

3.3.3. Rôle de l'Etat et mode d'intervention

Dans une économie mixte, l'intervention de l'État peut prendre différentes formes. Le tableau suivant présente de manière synthétique les principaux rôles de l'État et les types d'intervention qu'il exerce dans ce système économique.

⁷ Devès, C. (1987). À quoi sert l'économie mixte ? Revue française d'administration publique, (42), 27-47. <https://doi.org/10.3406/rfap.1987.1807>

Tableau 04 : Modes d'intervention de l'État dans une économie mixte

| Rôles de l'État | Intervention directe | Intervention indirecte |
|----------------------------------|--|--|
| Rôle administratif | <ul style="list-style-type: none"> – L'État participe à la gestion de certaines entreprises – Il contrôle les entreprises où il détient une part du capital – Il agit directement dans des secteurs importants (énergie, transport, logement) | <ul style="list-style-type: none"> – L'État fixe les lois et les règles économiques – Il veille au respect de la concurrence et des normes |
| Rôle entrepreneurial | <ul style="list-style-type: none"> – L'État est actionnaire dans certaines entreprises – Il investit avec le secteur privé dans des projets économiques | <ul style="list-style-type: none"> – L'État encourage les entreprises privées (aides, avantages fiscaux) – Il oriente l'activité économique sans gérer directement |
| Rôle économique et social | <ul style="list-style-type: none"> – L'État intervient pour corriger certains déséquilibres – Il assure des services d'intérêt général | <ul style="list-style-type: none"> – L'État utilise les politiques économiques (budget, impôts, monnaie) – Il soutient le développement économique |

Source : Elaboré par l'auteure à partir de diverses lectures.

Le rôle de l'État dans ce système économique se caractérise par la combinaison de plusieurs formes d'intervention. Il peut agir de manière directe, notamment par sa participation au capital ou à la gestion de certaines entreprises, en particulier dans des secteurs stratégiques ou d'intérêt général. Par ailleurs, l'intervention indirecte de l'État s'exerce à travers l'élaboration de règles juridiques, la régulation des marchés et l'orientation de l'activité économique par les politiques publiques. Cette articulation entre actions directes et indirectes permet d'assurer à la fois le fonctionnement du marché et la poursuite d'objectifs économiques et sociaux.

Conclusion

En conclusion, un système économique correspond à l'ensemble des règles, des institutions et des mécanismes par lesquels une société organise la production, la répartition et l'utilisation des ressources afin de satisfaire les besoins de la population. Il répond à des questions fondamentales telles que la nature de la production, les méthodes de production et les modalités de répartition des biens et des revenus.

L'analyse des différents systèmes économiques montre que chaque modèle repose sur une logique particulière d'organisation et de coordination des activités économiques, qu'elle soit fondée sur le marché, la planification ou une combinaison des deux. Le rôle de l'État varie ainsi selon le système adopté, allant d'une intervention limitée à une prise en charge centrale de l'activité économique.

La compréhension des systèmes économiques permet ainsi d'éclairer la diversité des modes d'organisation économique observés dans le monde et d'analyser les choix effectués par les sociétés pour concilier efficacité économique, satisfaction des besoins et objectifs sociaux.

Exercices et auto-évaluation

I. QCM (Choix multiples)

Question 1 : Un système économique se définit comme :

- A. L'ensemble des règles et institutions organisant la production, la répartition et l'utilisation des ressources d'une société
- B. Une simple organisation des entreprises privées
- C. La somme des revenus des citoyens
- D. Un mécanisme permettant uniquement de produire des biens matériels

Question 2 : Les trois questions fondamentales que tout système économique doit résoudre sont :

- A. Que produire ? Comment produire ? Pour qui produire ?
- B. Quelle monnaie utiliser ? Combien investir ? Quel prix fixer ?
- C. Quelle technologie adopter ? Combien de salariés ? Quelle fiscalité ?
- D. Quand consommer ? Où produire ? Qui gouverne ?

Question 3 : Dans un système capitaliste, le rôle central dans l'allocation des ressources est assuré par :

- A. L'État exclusivement
- B. Le marché et le mécanisme des prix
- C. Les planificateurs centraux
- D. Les coopératives locales

Question 4 : Parmi les caractéristiques du capitalisme, on retrouve :

- A. Propriété privée des moyens de production
- B. Planification économique centralisée
- C. Absence de recherche du profit
- D. Fixation des prix par l'État

Question 5 : Dans une économie planifiée :

- A. Les entreprises sont majoritairement privées
- B. L'État possède et contrôle l'essentiel des moyens de production
- C. Le mécanisme des prix détermine librement la production
- D. La recherche du profit individuel est prioritaire

Question 6 : L'économie mixte se distingue par :

- A. La totale absence d'État
- B. La combinaison d'une propriété publique et privée avec régulation étatique
- C. La planification centralisée complète par l'État
- D. La disparition du secteur privé

Question 7 : Dans une économie planifiée, le rôle de l'État inclut :

- A. Fixer les objectifs de production et distribuer les ressources
- B. Laisser le marché décider des prix et quantités
- C. Intervenir uniquement dans la législation fiscale
- D. Ne jamais gérer directement les entreprises

II. Questions d'analyse et de réflexion

1. Expliquez les différences majeures entre un système économique capitaliste, planifié et mixte en termes de propriété des moyens de production et de rôle de l'État.
2. Pourquoi le mécanisme des prix joue-t-il un rôle central dans les économies de marché mais pas dans les économies planifiées ?
3. Comment l'économie mixte cherche-t-elle à combiner les avantages du marché et de l'État ?
Donnez un exemple concret d'intervention publique dans ce système.
4. Quels sont les avantages et les limites de la planification centralisée dans une économie planifiée ?
5. Comment un système économique peut-il contribuer à la justice sociale et à l'amélioration du bien-être de la population ?

Conclusion générale

Conclusion générale

L'ensemble des chapitres abordés dans ce cours a permis de construire une vision globale et cohérente du fonctionnement de l'économie et des mécanismes qui structurent l'activité économique. L'étude des notions fondamentales, des comportements des agents économiques et des modes d'organisation des systèmes économiques a mis en évidence les principes qui gouvernent la production, la répartition et l'échange des richesses.

L'analyse des différents systèmes économiques a montré que, malgré la diversité des formes d'organisation adoptées par les sociétés, chaque système cherche à répondre aux mêmes problématiques fondamentales : l'allocation des ressources rares, la coordination des décisions économiques et la satisfaction des besoins de la population. Le rôle de l'État, variable selon les systèmes économiques, apparaît comme un élément clé dans l'encadrement de l'activité économique et dans la recherche d'un certain équilibre économique et social.

Ce cours a également souligné l'importance de l'entreprise comme acteur central de l'économie, ainsi que le rôle des marchés et des institutions dans la régulation des échanges. Ces éléments permettent de mieux comprendre les interactions économiques et les choix réalisés par les agents dans différents contextes économiques.

En définitive, les connaissances acquises à travers ce cours constituent une base théorique indispensable pour l'analyse des réalités économiques contemporaines. Elles offrent aux étudiants les repères nécessaires pour poursuivre leurs études en sciences économiques et de gestion, analyser les enjeux économiques actuels et comprendre les transformations économiques auxquelles les sociétés sont confrontées.

Bibliographie

Bibliographie

1. Arena, R., Froeschle, C., & Torre, D. (1988). Formation des prix et équilibre classique : Un examen préliminaire. *Revue économique*, 39(6), 1097–1118.
2. Baudin, T., & de la Croix, D. (2015). La croissance économique (IRES discussion paper No. 2015-021). Institut de recherches économiques et sociales.
3. Bialès, M., Leurion, R., & Rivaud, J.-L. (1995). *Économie générale : BTS première année*. Odile Jacob.
4. Blancheton, B. (2009). *Maxi fiches de sciences économiques*. Dunod.
5. Brémond, J., & Salort, M.-M. (1986). *Initiation à l'économie : Les concepts de base, les techniques, les grands économistes*. Hatier.
6. Brun, J.-P., & Mourey, D. (2022). *Spécialité sciences économiques et sociales en fiches – Première*. Ellipses.
7. Chavance, B. (1990). L'analyse des systèmes économiques socialistes et la problématique de la régulation. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 21(2), 135–151.
8. Chkoundali, R. (2006). *Cours : Introduction à l'économie [Polycopié de cours, Institut supérieur de gestion de Tunis]*.
9. Devès, C. (1987). À quoi sert l'économie mixte ? *Revue française d'administration publique*, (42), 27–47. <https://doi.org/10.3406/rfap.1987.1807>
10. Ezenekwe, R. U., & Uzonwanne, M. C. (2018). Market structure. In *Economics study material*. Amaka Dreams Ltd.
11. Fonouni-Farde, G. (2022). Le moteur de la répartition : La répartition et la redistribution des revenus. In *L'économie en 4 leçons : Activité économique, financement, régulation, déséquilibre*. L'Harmattan.
12. Généreux, J. (2001). *Introduction à l'économie (3e éd.)*. Seuil.
13. Gueutin, C.-A. (s.d.). *L'essentiel de l'introduction à l'économie : Fiches de cours, cas pratiques corrigés (3e éd.)*. Ellipses.
14. Guillaumin, C. (2019). *L'investissement*. In *Macroéconomie*. Dunod.
15. Malinvaud, E. (2001). Les échanges entre science économique et autres sciences sociales. *L'Économie politique*, 2001(3), 7–33. <https://doi.org/10.3917/leco.011.0007>
16. Manole, A., Stoica, R., & Jweida, I. (2017). Circuitul economic – Elemente ale fluxurilor de activitate macroeconomică. *Revista română de statistică – Supliment*.

Bibliographie

17. Matelly, S. (2015). La croissance économique est-elle encore possible ? Études sur la mort, 148, 55–66. <https://doi.org/10.3917/eslm.148.0055>
18. Muet, P.-A. (1993). Croissance et cycles : Théories contemporaines. Economica.
19. OCDE. (2004). Comprendre la croissance économique. OCDE.
20. Ottavj, C. (1991). La répartition des revenus : Pratiques et théories. Litec.
21. Prashanth, J., Guledagudda, S. S., & Rakesh, B. L. (2025). Economic systems: Concepts and functions of the economy. In Fundamentals of agricultural economics (Vol. 2). University of Agricultural Sciences.
22. Prashanth, J., Guledagudda, S. S., & Rakesh, B. L. (s.d.). Fundamentals of agricultural economics (Vol. 2).
23. Rasselet, G. (2006). Économie contemporaine : Tome 1. Les fonctions économiques. CNFPT.
24. Samuelson, P. A., & Nordhaus, W. D. (2000). Économie (16e éd., trad. fr.). Economica.
25. Scott, B. R. (2006). The political economy of capitalism (Working paper No. 07-037). Harvard Business School.
26. Sterdyniak, H. (2006). La redistribution est-elle encore un objectif des politiques budgétaires et sociales ? HAL. <https://hal.science/hal-00972798>

Liste des tableaux et figures

Liste des tableau et figures

I. Liste des tableaux

| Intitulé du tableau | Page |
|---|-------------|
| Tableau 01 : Les différentes structures du marché | 65 |
| Tableau 02 : Modes d'intervention de l'État dans une économie capitaliste | 87 |
| Tableau 03 : Modes d'intervention de l'État dans une économie planifiée | 90 |
| Tableau 04 : Modes d'intervention de l'État dans une économie mixte | 92 |

II. Liste des figures

| Intitulé de la figure | Page |
|---|-------------|
| Figure 01 : Les choix économiques | 26 |
| Figure 02 : Le circuit économique simplifié | 30 |
| Figure 03 : Le circuit économique complexe | 31 |
| Figure 04 : La courbe de l'offre et de la demande | 64 |

Table des matières

Table des matières

| | |
|---|----|
| Sommaire | 03 |
| Présentation générale du module | 06 |
| Introduction générale | 10 |
| Chapitre 01 : La science économique : Définition, objet d'étude, méthodes et relation avec les autres sciences | 12 |
| Introduction | 12 |
| 1. Etymologie et définition de la science économique | 13 |
| 1.1. Etymologie | 13 |
| 1.2. Définition de la science économique | 13 |
| 1.2.1. L'économie, science des richesses | 13 |
| 1.2.2. L'économie, science de l'échange | 14 |
| 1.2.3. L'économie, science de la rareté et des choix | 14 |
| 2. Objet de la science économique | 14 |
| 3. Relation de la science économique avec les autres sciences | 15 |
| 3.1. Relation de l'économie avec la sociologie | 15 |
| 3.2. Relation de l'économie avec les sciences exactes | 15 |
| 3.3. Relation de la science économique avec la science politique | 16 |
| 4. Les branches de la science économique | 16 |
| 4.1. La microéconomie | 16 |
| 4.2. La macroéconomie | 17 |
| Conclusion | 18 |
| Exercices et auto-évaluation | 19 |
| Chapitre 02 : La problématique économique et l'organisation de l'activité économique | 21 |
| Introduction | 22 |
| 1. Notions de base | 23 |
| 1.1. La notion de besoin | 23 |
| 1.2. La notion de bien | 24 |
| 1.2.1. Le bien économique | 24 |
| 1.2.2. Le bien libre | 25 |
| 2. Les choix économiques | 25 |
| 3. L'organisation de l'activité économique | 27 |
| 3.1. Définition et représentation schématique | 27 |
| 3.2. Les agents économiques | 27 |

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| 3.2.1. Les ménages | 28 |
| 3.2.2. Les entreprises ou sociétés non financières | 28 |
| 3.2.3. Les institutions financières | 28 |
| 3.2.4. Les administrations | 28 |
| 3.2.5. Le reste du monde | 28 |
| 3.3. Le circuit économique | 29 |
| Conclusion | 32 |
| Exercices et auto-évaluation | 33 |
| Chapitre 03 : Les fonctions économiques : la production et la consommation | 35 |
| Introduction | 36 |
| 1. La production | 37 |
| 1.1. Définition de la production | 37 |
| 1.2. Les types de production | 37 |
| 1.2.1. La production marchande | 37 |
| 1.2.2. La production non marchande | 37 |
| 1.3. Les facteurs de production | 38 |
| 1.3.1. Le travail | 38 |
| 1.3.2. Le capital | 39 |
| 1.4. La fonction de production | 39 |
| 2. La consommation | 40 |
| 2.1. Définition de la consommation | 40 |
| 2.2. Les différentes formes de la consommation | 41 |
| 2.2.1. Selon la contrepartie du bien ou du service consommé | 41 |
| 2.2.2. Selon la nature du bien économique consommé | 41 |
| 2.2.3. Selon la durabilité du bien économique consommé | 41 |
| 2.2.4. Selon le caractère individuel ou collectif de la consommation | 42 |
| 2.3 Les déterminants de la consommation | 42 |
| 2.3.1. Les déterminants économiques de la consommation | 42 |
| 2.3.2. Les déterminants non économiques de la consommation | 43 |
| Conclusion | 44 |
| Exercices et auto-évaluation | 45 |
| Chapitre 04 : Les fonctions économiques : Le revenu et l'investissement | 47 |
| Introduction | 48 |

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Le revenu | 49 |
| 1.1. La répartition primaire des revenus | 49 |
| 1.1.1. Identification des revenus primaires | 49 |
| 1.1.2. La formation pratique des revenus | 51 |
| 1.1.3. Les inégalités de la répartition primaire | 51 |
| 1.2. La redistribution des revenus | 52 |
| 1.2.1. Définition de la redistribution | 52 |
| 1.2.2. Les objectifs de la redistribution | 53 |
| 2. L'investissement | 53 |
| 2.1. Définition | 54 |
| 2.2. Les différents types d'investissement | 54 |
| 2.3. Le mode de financement des investissements | 55 |
| 2.3.1. L'autofinancement | 55 |
| 2.3.2. L'augmentation du capital | 56 |
| 2.3.3. L'emprunt bancaire | 56 |
| 2.3.4. L'émission de titres financiers | 56 |
| Conclusion | 57 |
| Exercices et auto-évaluation | 58 |
| Chapitre 05 : Le marché et la fixation des prix | 60 |
| Introduction | 61 |
| 1. Qu'est-ce que le marché | 62 |
| 2. Classifications des marchés | 62 |
| 2.1. Le marché des biens et des services | 62 |
| 2.2. Le marché du travail | 62 |
| 2.3. Le marché financier (ou marché des capitaux) | 62 |
| 2.4. Le marché des devises | 62 |
| 3. La loi de l'offre et de la demande et le prix d'équilibre | 62 |
| 3.1. La loi de l'offre et de la demande | 62 |
| 3.2. Le prix d'équilibre | 63 |
| 4. La structure de marché | 64 |
| 5. La concurrence pure et parfaite | 66 |
| Conclusion | 67 |
| Exercices et auto-évaluation | 68 |

Table des matières

| | |
|--|----|
| Chapitre 06 : La croissance économique | 70 |
| Introduction | 71 |
| 1. Définition de la croissance économique | 72 |
| 2. Mesure de la croissance économique | 72 |
| 3. Enjeux de la croissance économique | 73 |
| 3.1. La croissance résulte de la combinaison des facteurs travail et capital | 73 |
| 3.2. La favorisation de la création d'emplois et le soutien de l'activité économique | 73 |
| 3.3. L'amélioration de la productivité contribue à l'augmentation des salaires et stimule la consommation | 74 |
| 4. Les différents types de croissance économique | 74 |
| 4.1. La croissance extensive | 74 |
| 4.2. La croissance intensive | 74 |
| 5. Dates importantes relatives à la croissance économique | 74 |
| 5.1. La Première révolution industrielle : 1750–1840 | 75 |
| 5.2. La Deuxième révolution industrielle : 1890–1910 | 75 |
| 5.3. Les Trente Glorieuses : 1945–1975 | 75 |
| 6. Les facteurs de la croissance économique | 76 |
| 6.1. L'accumulation du capital physique | 76 |
| 6.2. Le progrès technique | 76 |
| 6.3. Les externalités et l'accumulation des connaissances | 76 |
| 6.4. Le capital humain | 76 |
| 6.5. Les infrastructures publiques et les dépenses de recherche | 77 |
| 6.6. La répartition des revenus et les comportements de consommation et d'épargne | 77 |
| 6.7. Les externalités liées à l'innovation et à la productivité | 77 |
| 6.8. Les facteurs liés à la politique économique | 77 |
| Conclusion | 78 |
| Exercices et auto-évaluation | 79 |
| Chapitre 07 : Les systèmes économiques | 81 |
| Introduction | 82 |
| 1. Définition d'un système économique | 83 |
| 2. Les différentes fonctions d'un système économique | 83 |
| 2.1. Résoudre les problèmes économiques fondamentaux | 83 |
| 2.2. Assurer l'allocation des ressources | 84 |

Table des matières

| | |
|---|------------|
| 2.3. Organiser la production et les échanges | 84 |
| 2.4. Répartir les revenus et les produits | 84 |
| 2.5. Coordonner les décisions économiques | 84 |
| 2.6. Favoriser la stabilité et la croissance économique | 84 |
| 2.7. Répondre aux besoins sociaux et améliorer le bien-être | 84 |
| 3. Les différents types de systèmes économiques | 85 |
| 3.1. Le système d'économie de marché ou capitaliste | 85 |
| 3.1.1. Définition | 85 |
| 3.1.2. Caractéristiques | 85 |
| 3.1.3. Rôle de l'État et mode d'intervention | 87 |
| 3.2. Le système de l'économie planifiée | 87 |
| 3.2.1. Définition | 87 |
| 3.2.2. Caractéristiques | 88 |
| 3.2.3. Rôle de l'État et mode d'intervention | 89 |
| 3.3. Le système d'économie mixte | 90 |
| 3.3.1. Définition | 90 |
| 3.3.2. Caractéristiques | 90 |
| 3.3.3. Rôle de l'État et mode d'intervention | 91 |
| Conclusion | 93 |
| Exercices et auto-évaluation | 94 |
| Conclusion générale | 97 |
| Références bibliographiques | 99 |
| Liste des tableaux, figures | 102 |
| Table des matières | 104 |